

TENUE CE MARDI DE LA 25^e RÉUNION MINISTÉRIELLE
DU FORUM GECF EN GUINÉE EQUATORIALE

La situation du marché mondial du gaz au menu

Les membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), dont l'Algérie, vont se réunir, aujourd'hui mardi, en Guinée Equatoriale pour examiner la situation du marché mondial du gaz. Selon un communiqué du ministère de l'Energie, le ministre Mohamed Arkab prendra part aux travaux de cette 25^e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). P 3



AVEC LA PARTICIPATION
DE 75 EXPOSANTS

**Le Salon «Alger
Industries» s'ouvre
à la Safex**



Le Salon phare du secteur industriel « Alger Industries » s'ouvre à Alger, dans sa 15^e édition. Il se poursuivra jusqu'au 12 octobre au Palais des Expositions de la SAFEX à Alger, sous le haut Patronage du ministère l'Industrie et de la Production pharmaceutique.

P 2

GÉNÉRALISATION ET
PROMOTION DU E-PAIEMENT

**Lancement d'une large
campagne de sensibilisation
en 2024**



Le gouvernement veut promouvoir le paiement en ligne. En dépit des sauts enregistrés ces trois dernières années, dont les opérations et transactions à distance ont connu un «boom», les spécialistes indiquent que le chemin est encore long et un grand travail reste encore à faire pour atteindre les objectifs tracés.

P 5

APN

**Présentation aujourd'hui
de la Déclaration de
politique générale du
Gouvernement**

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, présentera aujourd'hui mardi la Déclaration de politique générale du Gouvernement devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), a indiqué ce lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement.

P 3

SALON HORECA EXPO 2023

**Plus
de 90 exposants
à la 16^e édition** P2

PÉTROLE

**La demande
va continuer d'augmenter
jusqu'en 2045** P4

ALLEMAGNE

**La production
industrielle poursuit
sa chute en août** P11

SALON HORECA
EXPO 2023

Plus de 90
exposants à la
16^e édition

Plus de 90 exposants sont attendus lors de la 16^{ème} édition du Salon international des équipements et services pour l'hôtellerie, la restauration et les collectivités en Algérie (HORECA Expo 2023) à partir d'aujourd'hui mardi à Alger, ont indiqué les organisateurs de cette manifestation dans un communiqué. L'événement, qui se tiendra de mardi à vendredi prochains au niveau du Palais des expositions d'Alger, rassemblera des fournisseurs d'équipements de cuisine, de nourriture et boissons, de technologies et infrastructures, de services et franchises, d'équipements de bien-être et SPA et de design et hospitalité, a fait savoir la même source. Plus de 5.000 visiteurs professionnels algériens et étrangers sont également attendus lors de cette manifestation, selon les organisateurs, ajoutant que plusieurs concours de cuisine sont au programme.

AVEC LA PARTICIPATION DE 75 EXPOSANTS

Le Salon Alger Industries s'ouvre à la Safex

Le Salon phare du secteur industriel « Alger Industries » s'ouvre à Alger, dans sa 15^e édition. Il se poursuivra jusqu'au 12 octobre au Palais des Expositions de la SAFEX à Alger, sous le haut Patronage du ministère l'Industrie et de la Production pharmaceutique.

Par Slimane T

Organisé par la société Batimatec Expo, le Salon, installé au Pavillon Ahaggar «A» de la Safex, réunira cette année 75 exposants dont une dizaine de participants étrangers, indiquent les organisateurs dans un communiqué. Le Salon, qui draine chaque année quelque 70 000 visiteurs, a consolidé, au fil des ans, une place de choix parmi les manifestations spécialisées les plus importantes du genre à l'échelle continentale. Il est devenu la référence pour les professionnels du secteur qui constitue, selon les organisateurs, «un véritable

trempin pour les opérateurs désirant faire connaître leurs procédés, leurs produits et leurs services dans les différentes filières de l'industrie», ajoute la même source. C'est également le rendez-vous, poursuit-elle, le plus approprié pour explorer les opportunités d'investissement, développer des relations commerciales, consolider les partenariats et s'informer sur les nouvelles techniques de la production industrielle. Le Salon «Alger Industries» est devenu, au fil des éditions passées, un rendez-vous annuel très attendu par les exposants dont le besoin premier est de profiter de l'engouement que

suscite l'événement auprès des visiteurs professionnels. Il contribue, par ailleurs, aux efforts de renforcement du potentiel industriel national engagé par les pouvoirs publics», souligne notamment Raouf Stiti, PDG de Batimatec Expo, société organisatrice du Salon. Outre l'espace dédié aux stands d'exposition, le Salon Alger industries englobe, par ailleurs, une série de conférences axées autour de plusieurs thématiques dont «une infrastructure de qualité au service de la mue de l'économie nationale, dans la perspective de son ouverture à l'export». Les principaux sujets qui seront débattus, en marge du Salon,

englobent notamment «la normalisation, le développement de la filière agroalimentaire, la labellisation du produit local destiné à l'export, la structuration et le développement de filières industrielles». Il s'agit aussi de débattre de «l'action de l'Algérie pour un développement industriel durable». Dans ce cadre, selon la même source, plusieurs communications aborderont, notamment, des thèmes liés à la politique de l'économie circulaire, la présentation de la stratégie nationale des Énergies renouvelables et efficacité énergétique, et la transition vers des modes de production et de consommation durables.

Lancement de la 3^e édition du concours du journalisme environnemental

Le lancement de la 3^e édition du Concours national du journalisme environnemental (CNJE) organisé par le Club de Spéléoplongée et des sports de montagne (CSPS) de Ain El Beida en collaboration avec l'entreprise "K.B.M Algérie" sous le patronage du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, a été annoncé dimanche à Alger. "Le changement climatique" est le thème principal du concours qui vise à encourager les journalistes à traiter des sujets liés à l'environnement

et à sensibiliser aux questions d'écologie et de climat en Algérie, ont affirmé les organisateurs lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel El Djazaïr. Ce concours s'adresse aux journalistes intéressés par les questions environnementales de divers médias nationaux. Les œuvres : des articles journalistiques écrits, des reportages télévisés et radiophoniques, publiés dans les médias depuis le début de l'année en cours, déposées au plus tard le 20 novembre prochain, seront

évaluées par un jury composé d'experts et des spécialistes du domaine. Les lauréats seront annoncés lors d'une cérémonie prévue à l'occasion de la Journée mondiale de la montagne, le 11 décembre. Lors de la conférence de presse, Samir Grimes, membre du jury du concours et expert international en environnement et développement durable, a exprimé son espoir de créer une plateforme nationale de journalisme environnemental d'ici 2024, qui permettrait de créer un climat propice aux journalistes, ex-

perts, chercheurs et même aux personnes intéressées par ce domaine pour échanger des points de vue, dans le contexte de l'intérêt croissant pour la question de l'environnement au niveau national et international. L'expert a expliqué que l'intérêt pour la création de cette plateforme "vient après les contacts avec les personnes intéressées par ce domaine, en particulier les journalistes, et en raison de la demande croissante sur les données et informations environnementales fia-

bles". Selon M. Grimes, cette plateforme contribuera à "créer un espace de communication virtuel entre les experts et la presse environnementale, afin de rendre les contenus médiatiques liés à la question de l'environnement basés sur des références scientifiques et expérimentales, ce qui contribuera à la diffusion de la conscience environnementale et écologique et à la diffusion de la responsabilité environnementale individuelle et collective au niveau de la société algérienne".

AIR ALGÉRIE

Des offres promotionnelles pour les vols internationaux en transit par l'aéroport d'Alger

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé dimanche le lancement de plusieurs offres promotionnelles destinées aux passagers à l'international, en transit via Alger, dans le cadre de la promotion de l'aéroport international Houari Boumediene en tant que hub (plate-forme de correspondance). Dans une déclaration à l'APS, le porte-parole de la compagnie nationale, Amine Andaloussi, a indiqué que ces offres promotionnelles devront contribuer à faire de l'aéroport international d'Alger un hub aéroportuaire et une plateforme de transit privilégiée entre l'Afrique et le reste du

monde, conformément aux orientations des hautes autorités du pays. Air Algérie avait déjà ouvert plusieurs lignes vers de nouvelles destinations africaines, dont la ligne Alger-Addis-Abeba, inaugurée le 22 septembre dernier. "A travers ces nouvelles lignes, Air Algérie a pu pénétrer un marché très concurrentiel, et cela doit être accompagné par une stratégie commerciale adéquate", a expliqué M. Andaloussi. Pour ce faire, Air Algérie propose désormais aux passagers se déplaçant entre l'Afrique et d'autres destinations via Alger (en transit), des prix "imbattables" sans

frais de services pour les voyages Addis-Abeba-Paris, Addis-Abeba-Moscou, Addis-Abeba-Bamako et Addis-Abeba-Istanbul. Concernant les prix proposés pour des dates de voyage prévues avant le 30 mars 2024, le porte-parole d'Air Algérie indiqué qu'un billet aller-retour (A/R) d'Addis-Abeba vers Paris (via Alger) est à partir de 529 dollars TTC, à partir de 544 dollars vers Moscou, à partir de 741 dollars/TTC vers Bamako et à partir de 485 dollars/TTC vers Istanbul. Air Algérie propose également des tarifs promotionnels à partir des villes citées en

A/R vers Addis-Abeba. "Air Algérie a des atouts importants dans le cadre de ces dessertes", a affirmé M. Andaloussi, soulignant que la compagnie nationale bénéficie de nombreuses connexions vers l'Europe à travers des vols réguliers, lui permettant de proposer un nombre important de sièges à des prix attractifs pour les passagers en transit au niveau de l'aéroport international d'Alger, Houari Boumediene.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

TENUE CE MARDI DE LA 25^e RÉUNION MINISTÉRIELLE
DU FORUM GECF EN GUINÉE EQUATORIALE

La situation du marché mondial du gaz au menu

Les membres du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), dont l'Algérie, vont se réunir, aujourd'hui mardi, en Guinée Equatoriale pour examiner la situation du marché mondial du gaz. Selon un communiqué du ministère de l'Energie, le ministre Mohamed Arkab prendra part aux travaux de cette 25^e réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF).

Par Sirine R.

Cette réunion qui se tiendra sous la présidence du ministre des Minéraux et des Hydrocarbures de la République de Guinée équatoriale, M. António Oboro Ondo, président de la réunion ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz 2023, verra également la participation du PDG de Sonatrach et des cadres du ministère. Au cours de cette réunion, ajoute la même source, les ministres membres du Forum vont aborder la situation du marché mondial du gaz et ses perspectives à court, moyen et long terme, pour la sécurité et la stabilité de l'offre et la demande sur le marché international du gaz naturel. L'événement penchera également sur les préparatifs en cours du 7^e sommet des chefs d'Etat et du gouvernement qu'abrite l'Algérie en 2024. «La 25^{ème} Réunion ministérielle du Forum est l'occasion d'échanger des points de vue et d'explorer les voies et moyens de renforcer le Forum. C'est aussi l'occasion de réaffirmer le rôle crucial du gaz naturel comme catalyseur de la transition énergétique et du développement durable», lit-on dans le même communiqué. Le Forum a été créé en 2001 et, en décembre 2008, lors de la huitième session informelle du Forum, qui s'est tenue à Moscou, il s'est transformé en une organisation intergouvernementale dont le siège est à Doha, dans l'Etat du Qatar. Il comprend actuellement 19 États membres, dont l'Algérie, la Bolivie, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Iran, la Libye, le

Nigéria, le Qatar, la Russie, Trinité-et-Tobago et le Venezuela, ainsi que l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, la Malaisie, le Mozambique, la Norvège, le Émirats arabes unis et Pérou en qualité d'observateurs. Ensemble, ils représentent 72 % des réserves mondiales prouvées du gaz naturel, 44 % de la production commercialisée, 56 % des exportations par pipeline et 52 % des exportations de gaz naturel liquéfié. Il est à rappeler que depuis le début de la guerre en Ukraine et l'entrée en vigueur des sanctions de l'UE contre la Russie, en réduisant leurs importations en gaz, les prix du gaz sur le marché mondial flambent. Ils ont enregistré des niveaux historiques près de 300 euros par mégawattheure, soit une hausse de plus de 300% par rapport aux prix d'avant la guerre. L'Algérie qui reste un des fournisseurs fiables du gaz sur le marché européen n'a pas cessé d'appeler les pays consommateurs à investir dans le domaine

de l'industrie gazière afin de répondre à forte la demande, tout en favorisant des contrats à long terme. Une chose que les Européens refusent d'y adhérer, en préférant les contrats à court terme et de s'orienter vers une transition énergétique (EnR). Une démarche qualifiée de précipitée et d'irréfléchie par les pays producteurs. D'ailleurs, suite à cela, les investissements dans le gaz et pétrole ont connu un net recul. L'OPEP estime que, cumulativement, les investissements nécessaires dans le secteur pétrolier d'ici 2045 s'élèveront à environ 12 600 milliards de dollars, les dépenses d'investissement dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz – dites “en amont” – se taillant la part du lion (9 900 milliards de dollars). La majeure partie de ces investissements sera nécessaire dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), étant donné le coût relativement élevé du développe-

ment et de la production dans des régions telles que l'Amérique du Nord et la mer du Nord. Une étude réalisée par Goldman Sachs en 2022 affirme qu'en raison des retards d'investissement dans les projets pétroliers et gaziers depuis 2014, le monde perdra 10 millions de barils par jour (soit une autre Arabie saoudite) et 3 millions de barils par jour d'équivalent pétrole en gaz naturel liquéfié (GNL) (soit un autre Qatar) d'ici 2024-25. «Dans le secteur pétrolier et gazier en amont, l'industrie dépensait au sommet 900 milliards de dollars par an, qui ont atteint le creux de la vague à 300 milliards de dollars en 2020, soit une réduction des deux tiers de l'apex. ... Nous avons épuisé toutes les capacités de réserve du système, et nous ne sommes plus en mesure de faire face à des ruptures d'approvisionnement comme celle à laquelle nous assistons actuellement en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine», avait averti la banque.

MINES

Arkab invite les compagnies chiliennes à investir en Algérie

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu lundi à Alger, la sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du Chili, Gloria de la Fuente, avec laquelle il a évoqué les relations bilatérales dans le domaine de l'énergie et des mines, ainsi que les voies et moyens de les renforcer et de les développer, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, les deux parties "ont passé en revue l'état des relations bilatérales

dans le domaine de l'énergie et des mines, ainsi que les voies et moyens de les renforcer, notamment en matière d'hydrocarbures, d'énergies nouvelles et renouvelables et de transition énergétique", précise le communiqué. Les deux responsables ont également abordé les perspectives de coopération et d'investissement dans le secteur des mines en Algérie, particulièrement la recherche, l'exploitation, la transformation et la production des ressources minières, ajoute la même source.

Présentant le programme de développement du secteur des mines, M. Arkab a invité les compagnies chiliennes à "investir dans le domaine des mines, à établir des partenariats gagnant-gagnant avec leurs homologues algériennes et à échanger les expériences dans ces domaines", le Chili étant, a-t-il dit, "l'un des pays leaders en matière d'exploitation minière et industrielle, à l'instar du lithium, du cuivre, du fer et de l'acier, outre la production et le traitement des engrais phosphatés". Au terme

de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la République du Chili en Algérie, de cadres du ministère et des membres de la délégation chilienne, les deux parties "ont convenu d'intensifier les consultations et les rencontres", à travers la formation d'un groupe de travail pour identifier les domaines de coopération bilatérale et les activités d'intérêt commun en vue de mettre en place une feuille de route pour la coopération entre les deux pays, conclut le communiqué.

INDUSTRIE

Aoun reçoit deux députés de Tamanrasset et de Djanet

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a reçu, lundi, le vice-président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Hanbassi Mouloud, représentant de la wilaya de Tamanrasset, et le député Abderrahmane Mahdi, représentant de la wilaya de Djanet, pour prendre connaissance de leurs préoccupations et trouver les solutions adéquates concernant le secteur de l'industrie, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement de la consultation et de la coordination per-

manente entre le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et les députés de l'APN, qui permet d'étudier tous les points et les problèmes qui entravent la création d'entreprises et des projets d'investissement dans ces deux wilayas, indique le communiqué. Les deux parties ont évoqué, lors de cette rencontre, l'importance de développer l'investissement dans les wilayas de Tamanrasset et de Djanet, considérées comme des zones stratégiques dans le domaine de la fabrication, les deux députés ont soulevé le problème de l'électricité qui

entrave l'investissement pour les industriels locaux et étrangers, a ajouté la même source. Les deux députés ont proposé «le développement d'une industrie semi-manufacturière des différents produits de consommation et d'ouvrir la porte à l'échange commercial avec quelques pays africains pour faire baisser les prix des produits de large consommation et de certains fruits exotiques proposés à des prix exorbitants, et ce, par la création d'entreprises actives dans ce domaine et réunir toutes les conditions idoines pour les investisseurs». A son tour, M.

Aoun a salué ces propositions affirmant que son département ministériel faisait tout ce qui est possible pour écouter les préoccupations et trouver les solutions adéquates pour résoudre tous les problèmes qui entravent l'investissement dans le secteur industriel. Le ministre a affirmé, également, que ces industries transformatrices contribueront dans la création de la richesse, la diminution du taux de chômage et la création des postes d'emploi dans le secteur industriel, lit-on dans le communiqué.

R E.

APN

Présentation aujourd'hui de la Déclaration de politique générale du Gouvernement

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, présentera aujourd'hui mardi la Déclaration de politique générale du Gouvernement devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), a indiqué ce lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement. «L'Assemblée populaire nationale reprendra, mardi à 09:00, ses travaux, en une séance plénière consacrée à la présentation et au débat de la Déclaration de politique générale du Gouvernement par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane», précise le communiqué. Le débat de la Déclaration de politique générale se poursuivra mercredi, jeudi, samedi et dimanche, avant que le Premier ministre ne réponde, lundi, aux préoccupations des députés en séance plénière (09:00), ajoute la même source.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre reste ferme, mais les perspectives de la demande restent sombres

Le prix du cuivre a atteint un pic d'une semaine lundi, les acheteurs chinois étant de retour après une semaine de vacances, mais il est peu probable qu'il continue à progresser en raison de la faiblesse générale de la demande en Chine, premier consommateur, de la force du dollar et de l'augmentation des stocks.

Le cuivre de référence sur le London Metal Exchange (LME) était en hausse de 0,9 % à 8 118 dollars la tonne métrique à 9 h 24 GMT, contre 8 142 dollars plus tôt, son plus haut niveau depuis le 2 octobre.

Les prix du métal utilisé dans les industries de l'énergie et de la construction ont atteint la semaine dernière 7 870 dollars, le prix le plus bas depuis plus de quatre mois.

"Les choses ne semblent pas s'améliorer en Chine. Le marché de l'immobilier est toujours en difficulté", a déclaré un négociant en cuivre.

Les affrontements militaires entre Israël et le groupe islamiste palestinien Hamas ont également été une source d'incertitude pour les marchés, selon les négociants.

Une monnaie américaine plus forte rend les métaux en dollars plus chers pour les détenteurs d'autres monnaies, ce qui finirait par freiner la demande et les prix.

Les stocks de cuivre < MCUSTX-TOTAL> dans les entrepôts agréés par le LME à 170 425 tonnes sont en hausse de plus de 200% depuis la mi-juillet et à leur plus haut niveau depuis mai 2022.

Cette hausse, combinée aux faibles perspectives de la demande, a créé une forte décote pour les liquidités du LME sur le contrat de cuivre à trois mois < CMCU0-3>, qui a clôturé à 74,75 dollars vendredi, proche du pic de 31 ans atteint la semaine dernière.

Les dernières données de la Chine ont montré que les ventes quotidiennes moyennes de logements pendant les vacances étaient en baisse de 17 %, sur la base de la surface de plancher, par rapport à l'année dernière, malgré une série de mesures de soutien fragmentaires visant à restaurer la confiance dans un marché immobilier en difficulté.

"Pour la première fois depuis plus de vingt ans, le cycle de croissance à forte intensité de matériaux de la Chine ne réagit pas au soutien macroéconomique du gouvernement", a déclaré Tom Price, analyste chez Liberum.

"Ses principaux secteurs consommateurs de matières premières, à savoir l'immobilier et les infrastructures, sont en pleine expansion... Bien que l'activité économique se stabilise quelque peu, elle reste faible et vulnérable."

Dans les autres métaux, l'aluminium était en hausse de 0,3 % à 2 246 \$, le zinc a augmenté de 0,7 % à 2 527 \$, le plomb a augmenté de 0,2 % à 2 148 \$, l'étain a augmenté de 1,7 % à 25 075 \$ et le nickel a grimpé de 1,8 % à 18 915 \$.

Agence

PÉTROLE

La demande va continuer d'augmenter jusqu'en 2045

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) estime que la demande globale de pétrole va continuer à augmenter jusqu'à 2045, à un niveau bien supérieur à ce qu'elle avait envisagé précédemment, selon l'édition 2023 de son rapport sur les perspectives de la demande pétrolière mondiale publié lundi.

Par R E/Agence

« Notre scénario de référence voit la demande de pétrole atteindre 116 millions de barils par jour (mb/j) d'ici 2045, soit environ 6 mb/j de plus » sur la période que dans une précédente estimation de 2022 (109.8 mb/j), « et avec le potentiel d'être encore plus élevée », a indiqué le secrétaire général de l'organisation, le Koweïtien Haitham Al Ghais. « Ce qui est clair, c'est que le monde continuera à avoir besoin davantage d'énergie dans les décennies à venir », a-t-il notamment souligné dans le préambule de ce rapport.

La demande dans les prochaines décennies sera tirée par les pays non membres de l'OCDE avec l'Inde comme principal moteur, alors qu'elle déclinera à partir de 2025 dans la zone OCDE, selon l'Opep.

L'organisation prévoit une hausse de 16,5% de la demande de pétrole d'ici 2045 par rapport à 2022 (99,6 mb/j). Dans le détail, elle bondirait à 106,1 mb/j en 2025, 112 en 2030 avant de connaître une hausse plus modérée à partir de 2035, passant de 114,4 mb/j à 116 mb/j en 2045.

Les prévisions de l'Organisation se fondent sur un scénario de référence qui repose sur « une approche réaliste de la demande énergétique dans son ensemble et de la demande pétrolière », en soulignant qu'« il n'existe pas de solution unique pour répondre à la croissance mondiale des besoins en énergie », au moment où l'électricité solaire et l'électrification des voitures connaissent un essor considérable.

Pour l'Opep, la demande pétrolière ne pourra être comblée qu'au prix d'investissements dans le secteur pétrolier d'ici 2045 estimés à 14.000 milliards de dollars, soit environ 610 milliards de dollars en moyenne par an. « C'est bénéfique à



la fois pour les producteurs et les consommateurs », a assuré Haitham Al Ghais.

Les investissements verts à la traîne

En 2021, l'AIE, une agence de l'OCDE, avait surpris le monde, et ulcéré les pays pétroliers, en appelant à abandonner tout nouveau projet d'exploration d'hydrocarbures. «Aucun nouveau projet pétrolier et gazier en amont à long terme n'est nécessaire», a encore dit récemment l'AIE dont le scénario de neutralité carbone passe par un effondrement de la demande de pétrole, à 24 mb/j en 2050, grâce à l'essor des énergies propres.

Quoi qu'il en soit, l'AIE prévoit que la demande de pétrole commencera à baisser au cours de la décennie en cours... À l'inverse, le scénario de référence (ou central) de l'Opep défend «une approche réaliste de la demande énergétique», soutenant qu'«il n'existe pas de solution unique pour répondre à la croissance mondiale des besoins en énergie». Un discours qui fait écho à celui des Émirats

arabes unis, membres de l'Opep et organisateurs de la COP28, dont le président Sultan Al Jaber rappelle qu'on ne peut pas débrancher le système énergétique actuel, et qu'il faut commencer par tripler la capacité des énergies renouvelables. À ce sujet, l'Opep assure que les «objectifs ambitieux» des économies développées sur les énergies bas carbone «sont de plus en plus en contradiction avec les réalités du terrain», avec des investissements «considérablement à la traîne».L'Opep a néanmoins étudié deux autres scénarios, dont l'un avec plus de renouvelables, aboutissant à une baisse de la demande de pétrole de 18 mb/j par rapport à sa référence de 2045. Tandis qu'un autre scénario, basé sur une croissance économique plus élevée et une moindre coordination des politiques climatiques, aboutit à une hausse de 6,3 mb/j en 2045. L'Opep apporte enfin son soutien aux technologies de captage du carbone, qui «doivent faire partie de la solution». Des solutions prônées par les pétroliers mais qui sont encore loin de la maturité.

SUITE À L'INCERTITUDE POLITIQUE AU MOYEN-ORIENT

L'or augmente de 1 %

Le prix de l'or a augmenté de plus de 1 % lundi, le conflit militaire entre les forces d'occupation israéliennes et le groupe islamiste palestinien Hamas ayant accru l'incertitude politique au Moyen-Orient, ce qui a incité les investisseurs à se réfugier dans des valeurs sûres telles que les lingots. L'or est utilisé comme un investissement sûr en période d'incertitude politique et financière.

L'or au comptant a bondi de 1% à 1 850,70 dollars l'once à 0921 GMT, après avoir atteint son plus haut niveau en une semaine. Les contrats à terme sur l'or américain ont grimpé de 1,1 % à 1 865,10 \$. Les investisseurs recherchant des valeurs refuges, l'or a bénéficié, au moins à court terme, de l'augmentation des tensions géopolitiques, a déclaré Giovanni

Staunovo, analyste chez UBS. L'escalade de la violence entre Israël et le Hamas menace de déclencher une nouvelle guerre au Moyen-Orient, ce qui fait grimper les prix du pétrole et stimule la demande d'actifs refuges tels que les bons du Trésor américain, le dollar et le yen japonais, ainsi que l'or. "Cela dit, les taux d'intérêt élevés aux États-Unis resteront un facteur défavorable pour l'or. Nous ne prévoyons qu'une hausse des prix de l'or lorsque la Fed commencera à se montrer plus dovish au cours de l'année 2024", a ajouté M. Staunovo.

Une inflation élevée plus tard dans la semaine pourrait ouvrir la voie à une nouvelle hausse des taux d'intérêt américains cette année, ce qui réduirait l'attrait de l'or. Les investisseurs se concentrent également sur le compte

rendu de la réunion de septembre de la banque centrale américaine, qui doit être publié mercredi.

"La question clé est de savoir si ces flux de valeurs refuges sont durables si ce week-end a apporté des changements tectoniques dans le paysage géopolitique.

"Au moins du point de vue des matières premières, la géopolitique tend à être un élément de bruit plutôt qu'une force fondamentale durable et ayant un impact", a déclaré Norbert Rücker, analyste chez Julius Baer, dans une note.

Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a gagné 0,4 % à 21,68 \$ l'once, le platine a progressé de 0,9 % à 884,41 \$ et le palladium est resté stable à 1 158,33 \$.

Agence

GÉNÉRALISATION ET PROMOTION DU E-PAIEMENT

Lancement d'une large campagne de sensibilisation en 2024

Le gouvernement veut promouvoir le paiement en ligne. En dépit des sauts enregistrés ces trois dernières années, dont les opérations et transactions à distance ont connu un «boom», les spécialistes indiquent que le chemin est encore long et un grand travail reste encore à faire pour atteindre les objectifs tracés.

Synthèse S R.

Des investissements colossaux ont été consentis ces dernières années en matière d'infrastructures et outils pour le paiement électronique. Toutefois, elles sont toujours méconnues et sous-exploitées par les citoyens ! C'est pour cette raison qu'une vaste campagne sera lancée en 2024 par les banques de la place et Algérie Poste, pour sensibiliser les opérateurs et l'ensemble des citoyens sur l'importance de l'utilisation des moyens de paiement électronique. Ce «programme national d'éducation financière» qui sera chapeauté par l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF) en partenariat avec Algérie Poste, porte essentiellement sur la sensibilisation des citoyens sur l'intérêt du e-paiement, a déclaré Salem Guesmi, directeur des systèmes d'information à Algérie Poste, lors d'une journée d'étude sur «les enjeux de la finance inclusive innovante en Algérie», organisée par l'incubateur DZ Hadina Tech. «La campagne permet également aux citoyens d'acquérir des connaissances relatives aux différentes opérations financières, l'épargne, l'investissement.. », explique M. Guesmi ajoutant que ce pro-

gramme vise l'ensemble des citoyens, notamment les habitants des zones rurales et les petits commerçants. Soulignant le rôle de l'opérateur public dans la généralisation de l'inclusion financière, il a affirmé qu'Algérie Poste facilitait l'accès aux différents services financiers grâce à son réseau de 4.200 agences, ses 22 millions de comptes CCP et ses 12 millions de cartes magnétiques. Dans ce cadre, il a fait savoir que plus de 30 millions d'opération de paiement électronique ont été effectuées de janvier à septembre via Algérie Poste. Pour sa part, le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmecia, a estimé que l'inclusion financière passe aussi par l'élargissement de produits d'assurance au plus grand nombre de citoyens, y compris les gens à faible revenu tels les petits artisans, les micro-entreprises et les ménages défavorisés. Il a mis en exergue également l'importance de la digitalisation du secteur financier à travers l'intégration de solutions innovantes permettant de faire bénéficier une large couche de la société des services financiers qui répondraient à leurs besoins. Par ailleurs, M. Benmecia a mis en avant le rôle des start-up qui ont aidé des société

d'assurances à développer des solutions digitales intelligentes permettant de faciliter à la clientèle les opérations de souscription, le paiement des contrats et la gestion des sinistres. En marge de cette journée d'étude, un concours a été lancé par la Compagnie algérienne des assurances (CAAT) en partenariat avec l'incubateur DZ Hadina Tech à l'intention des start-up. Les start-up en compétition doivent présenter à la CAAT des solutions pour optimiser sa gestion interne et améliorer davantage ses services destinés aux clients. Il s'agit notamment de la création d'un outil de collaboration digitale qui permet aux membres de l'équipe de mieux communiquer et d'optimiser la gestion des tâches ainsi que la création d'un tableau de bord de gestion qui permet d'évaluer l'organisation de l'entreprise et d'aider à la prise de décision, a expliqué Yasmine Kaouah, directrice de la communication et des relations extérieures à la CAAT. Cette journée a également été marquée par la signature d'une convention entre la Société algérienne des assurances (SAA) et la start-up Electron Corp, spécialisée dans la cybersécurité et le développement informatique. La convention a été paraphée par le PDG de la SAA, Youcef Benmicia et le fondateur de la start-up Abderazek Fernane.

FORMATION
PROFESSIONNELLE À BISKRA

Signature de trois conventions de partenariat

Le ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, Yacine Merabi, a présidé, dimanche à Biskra, une cérémonie de signature de trois (3) conventions de coopération entre le secteur de la formation, la direction de la pêche et des ressources halieutiques et deux opérateurs économiques. La cérémonie de signature de ces conventions destinées à "élargir le cercle des partenariats" du secteur de la formation, s'est déroulée au Centre de Recherche Scientifique et Technique sur les Régions Arides (CRSTRA), en marge du coup d'envoi officiel de la rentrée 2023-2024 du secteur, donné par le ministre par visioconférence. La cérémonie à laquelle a assisté le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a réuni le directeur de wilaya de la formation professionnelle, Abdelkader Merzougui, le directeur de wilaya de la pêche, Salaheddine Oudinia, et les représentants du complexe agricole d'élevage de Lou-taya et de l'entreprise "l'Algérienne des Textiles" de Biskra. Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels a indiqué que ces conventions constituent "un cadre important pour préparer des programmes et recevoir des stagiaires de différents instituts et centres de formation à travers la wilaya afin de développer leurs connaissances".

DÉCLARATION FISCALE

Vers la généralisation de paiement en ligne

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a appelé, dimanche, à la généralisation des systèmes de déclaration fiscale et de paiement des impôts en ligne avant la fin de l'année en cours, afin de parachever le processus de numérisation entamé par la Direction générale des impôts (DGI). Lors d'une visite à la Direction régionale des impôts de la wilaya d'Alger, pour s'enquérir du déroulement des portes ouvertes organisées par la DGI sur ses services numériques, M. Faid a indiqué qu'après le succès de l'opé-

ration de déclaration fiscale en ligne, "il faut œuvrer à sa généralisation et à l'extension du paiement des impôts en ligne en vue d'atteindre le plus grand nombre de centres d'impôts avant la fin de l'année". "La déclaration et le paiement en ligne sont désormais une réalité, après la mise en place de tous les équipements de numérisation des opérations fiscales", a souligné le ministre appelant les responsables du secteur à "se rapprocher des contribuables et à leur expliquer la méthode de déclaration et de paiement en

ligne". "La prochaine étape sera d'œuvrer à permettre au contribuable de déposer son dossier en ligne", a précisé le ministre se disant optimiste quant aux résultats qui seront réalisés. A ce propos, M. Faid a souligné la poursuite des efforts de sensibilisation menés par le secteur, ajoutant que les portes ouvertes nationales organisées sous le thème "Services numériques pour simplifier et améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens et aux contribuables", seront suivies d'une campagne de sensibilisation sur

l'éducation financière "le mois de novembre prochain". Les portes ouvertes visent, selon les organisateurs, à renforcer les services numériques et à sensibiliser les citoyens sur la manière de les utiliser, à faire connaître les avantages des procédures fiscales à distance, ainsi qu'à mettre en lumière les facilités accordées en matière d'immatriculation fiscale. Les services numériques de la DGI concernent l'immatriculation fiscale, la validation du numéro d'identification fiscale (NIF), et les procédures fiscales à dis-

tance, à travers les systèmes "Jibaya'tic", développé par la DGI, et "Moussahama'tic" (le portail numérique pour la déclaration et le paiement des impôts à distance), en plus des services disponibles sur le site web de la Direction dont le téléchargement de documents et de formulaires fiscaux. L'organisation de ces Portes ouvertes coïncide avec le lancement des systèmes "Jibaya'tic" et "Moussahama'tic" au niveau de plusieurs centres d'impôts, centres d'impôts de proximité et recettes.

RENCONTRE ONSC - HAUTE-COMMISSAIRE À LA NUMÉRISATION

L'importance d'une exploitation optimale des nouvelles technologies soulignée

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Nouredine Benbraham a tenu une rencontre de concertation avec la Haute-commissaire à la Numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud, lors de laquelle il a insisté sur l'importance d'une exploitation optimale des nouvelles technologies dans les différentes directions de l'Observatoire afin de promouvoir son action et améliorer sa performance, a indiqué lundi un communiqué de cette instance. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des « résultats sanctionnant l'atelier interactif sur la consultation nationale de la société civile en Algérie, dans son volet relatif aux nouvelles technologies et au renforcement de la

culture du dialogue participatif entre les différents intervenants dans l'action associative par des approches innovantes et un engagement numérique », note la même source. A cette occasion, le président de l'ONSC a souligné « l'impératif d'œuvrer à développer les capacités et les compétences des différents acteurs de la société civile en matière de numérisation, à travers une exploitation optimale des nouvelles technologies dans les différentes directions et activités de l'Observatoire pour la promotion de son action et de son rôle, outre l'amélioration de sa performance ». D'après M. Benbraham, l'adaptation aux développements pour faire face aux défis technologiques constitue une priorité absolue

que l'Observatoire national s'attèle à réaliser. La rencontre a été également l'occasion pour M. Benbraham de présenter plusieurs initiatives lancées par l'observatoire durant l'année en cours, à l'instar de la consultation nationale à laquelle ont pris part plus de 2.000 représentants de la société civile, de la plateforme numérique de l'Observatoire, du site électronique, ainsi que de plusieurs programmes en cours d'élaboration, en vue de promouvoir le rôle de la société civile en termes d'instruction et de renforcement des capacités des acteurs de la société civile, à travers une plateforme de compétences qui « sera lancée durant ce mois d'octobre ». De plus, l'ONSC s'attèle à lancer « le portail électronique de la société civile algérienne »,

ajoute le communiqué. De son côté, la Haute-commissaire à la Numérisation avec rang de ministre a salué le grand travail accompli par l'observatoire, se disant disposée à « assurer l'accompagnement numérique des activités de l'observatoire au profit des différentes composantes de la société civile ». Au terme de la rencontre de concertation, les deux parties se sont engagées à « former un groupe de travail, dans les prochains jours, chargé de la coordination, de la collaboration et du suivi entre l'Observatoire et le Haut-commissariat, en vue de développer l'action et le rôle de la société civile en Algérie », conclut le communiqué.

R E.

43 ANS APRÈS LE SÉISME D'EL ASNAM (CHLEF)

De nouveaux pôles urbains édifiés

Quarante-trois ans après le séisme dévastateur de l'ex ville d'El Asnam (actuelle Chlef), le 10 octobre 1980, qui a causé la mort d'au moins 2.600 personnes et détruit à 80 % la Cité, les efforts se poursuivent pour l'édification de nouveaux pôles urbains afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens et y éradiquer la crise du logement.La création de pôles urbains, à l'instar de celui de Chettia, qui a assuré 3.000 logements et de ceux de Chorfa, Hosnia et Ben Souna dans la commune de Chlef, représentant une offre globale de plus de 16.000 unités de différentes formules, a contribué à la reconstruction de ces deux villes (Chettia et Chlef) fortement endommagées par le séisme et à leur donner un aspect urbanistique moderne, a estimé le directeur du secteur, Habib Arkoub.Pour conforter cette démarche, il a fait part d'une proposition émise par la direction du logement de la wilaya, en vue de la réalisation de deux nouveaux pôles urbains dans les communes d'Ouled Ben Abdelkader et Oued Sly. Le pôle urbain de l'Oued Sly sera réalisé sur une assiette de 400 ha et assurera entre 35.000 à 40.000 logements de différents segments, outre des équipements publics et commodités diverses.Vu le déficit en foncier accusé, à l'échelle locale, des enquêtes foncières ont été lancées au niveau de 35 communes de la wilaya, afin de déterminer des assiettes constructibles pour l'implantation de nouveaux pôles urbains, conformément aux orientations des autorités centrales et locales, a indiqué, de son côté, le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de Chlef, Abdelmaoudjoud Khelaifia.Il a estimé que la réalisation de nouveaux pôles urbains en dehors du vieux tissu urbain, dotés de commodités et équipements nécessaires, contribuera à l'éradication de la crise du logement et à l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Une démarche au diapason du thème choisi pour la célébration de la Journée mondiale et arabe de l'habitat (2 octobre), déclinée sous le slogan "L'humanisation des villes, un pilier de la santé mentale des membres de la société".Outre les efforts des autorités locales pour la création de nouveaux pôles urbains, la wilaya a bénéficié, en 2022, d'un important programme portant réalisation de 3 000 logements de différentes formules, alors qu'elle a vu la distribution de plus de 800 logements, depuis le début de l'année. Un chiffre qui sera porté à plus de 2.000 logements à la fin 2023 et à 4.000 unités en 2024, selon les données fournies par la direction du logement.Parallèlement à la création de nouveaux pôles urbains, les autorités de la wilaya œuvrent à la facilitation des procédures d'octroi de l'aide publique destinée au remplacement des chalets, devenus une véritable plaie pour le tissu urbain, après avoir servi, au moment de la catastrophe, à la prise en charge des sinistrés. Ce programme, lancé en 2009, ciblait 18.318 chalets.Selon M. Arkoub, le programme de remplacement des chalets à Chlef a été concrétisé à 95%. Il a porté sur le versement d'aides, par le Fonds national du logement, au profit de plus de 16.500 bénéficiaires dont les dossiers ont été traités et agréés par la direction du logement. "Les 800 dossiers restants (sur un total de plus de 16.500) n'ont pas encore perçu la dernière tranche de l'aide, car n'ayant pas atteint le taux fixé pour les travaux à réaliser pour le déblocage de cette tranche", a-t-il précisé.Le même responsable a fait, par ailleurs, cas de près de 2.000 unités d'habitations en préfabriqué, dont les propriétaires n'ont pas bénéficié de l'aide de l'Etat, en raison de litiges entre héritiers, ou pour avoir bénéficié d'autres programmes de logements, ou encore pour non aplanissement des actes de propriété de ces chalets suite au non-paiement de leur droits de location. Sachant que les délais fixés pour bénéficier de cette aide ont expiré en 2022, après quatre prorogations successives des délais depuis 2018.

Mardi 10 octobre 2023

KHENCHELA

Nécessité de la facilitation de l'octroi d'autorisations pour le fonçage de puits artésiens

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a chargé, dimanche après-midi à Khenchela, les responsables de l'Agence nationale des ressources hydraulique (ANRH) de faciliter et de simplifier les démarches liées à l'octroi des autorisations de fonçage de puits artésiens destinés à l'irrigation agricole.

Derbal, qui venait de donner le coup d'envoi des travaux de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées (STEP) dans la commune de Chechar, dans le cadre d'une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Khenchela, a souligné "la nécessité d'augmenter le nombre d'autorisations de fonçage de puits, à Khenchela, mais également dans d'autres wilayas dont les revenus dépendent de la production agricole". A condition, a-t-il ajouté, que le forage des puits en question "ne soit pas en conflit avec les données techniques propres aux zones concernées par le fonçage". Le ministre a souligné que la STEP de Chechar qui s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au profit de la wilaya de Khenchela, doit être réalisée "selon les technologies permettant l'utilisation de l'eau épurée dans le domaine agricole, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du secteur visant à fournir de l'eau aux secteurs agricole et industriel". M. Derbal a également fait part de la nécessité d'ouvrir une annexe de l'ANRH à Khenchela "dans un délai maximum d'un mois" afin de traiter, "dans les plus brefs délais", les dossiers de demandes d'autorisations de forage de puits et ce, a-t-il précisé, afin de "mettre fin au problème de l'attente dont souffraient les agriculteurs en raison du traitement des dossiers au niveau régional".



Le ministre de l'Hydraulique a souligné, dans une déclaration à la presse, sur le site du barrage de Babar, que le problème des perturbations dans l'alimentation en eau potable sera "prochainement résolu", dans la wilaya de Khenchela, après les travaux de réhabilitation de la conduite reliant la station de pompage de la commune d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi) au barrage de Koudiat Medouar, à Batna, cet ouvrage hydraulique alimentant en eau potable la majorité des communes de la wilaya de Khenchela. M. Derbal a ajouté, in situ, après avoir écouté les préoccupations des citoyens, que son département étudiait actuellement la

possibilité de fournir des ressources en eau, conventionnelles ou non conventionnelles, supplémentaires pour répondre à la demande croissante en eau d'irrigation dans la wilaya de Khenchela qui, a-t-il souligné, connaît "un saut qualitatif dans le domaine de la production agricole". Il a chargé, à ce propos, le directeur de wilaya des ressources en eau, de préparer des fiches techniques pour la construction de retenues d'eau dans les différentes communes de la wilaya et d'entamer l'inscription de projets de réhabilitation d'anciennes retenues à financer par le Fonds national de l'eau. Lors de l'inspection du projet de réalisation de la STEP de Babar,

le ministre a donné des instructions à l'effet d'exercer "un suivi scrupuleux et attentif" du projet et d'accélérer le rythme des travaux, en tenant compte des normes de qualité. Il a demandé, dans ce contexte, à payer régulièrement les travaux des entreprises afin de les encourager à respecter les délais contractuels. Inspectant le projet de dévasement du barrage de Foug El Gaïs, dans la commune de Kaïs, le ministre a indiqué que l'objectif de ces travaux est d'augmenter la capacité de stockage de ce barrage, "en particulier pendant cette période qui requiert l'exploitation de chaque goutte d'eau", sachant que la vase constitue, selon lui, "le premier ennemi des barrages". Soulignant, dans ce contexte, les efforts déployés par son département ministériel pour traiter le phénomène d'envasement des ouvrages hydrauliques et en réduire les effets, M. Derbal a instruit le directeur de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) d'avoir à utiliser toutes les techniques appropriées pour poursuivre le travail de dévasement du barrage afin de le remettre en service dans les meilleurs délais. Le ministre de l'Hydraulique s'était auparavant rendu au barrage de Babar, qui alimente 6 communes en eau potable et d'irrigation, dont il s'est enquis du fonctionnement, avant de souligner l'importance de cet ouvrage en matière d'alimentation des populations en eau potable.

MOSTAGANEM

La gestion des deux zones industrielles Bordjia 1 et 2 transférée au complexe des industries locales "Divindus"

Les services de la wilaya de Mostaganem ont décidé de transférer la gestion des zones industrielles Bordjia 1 et 2 au complexe des industries locales "Divindus", a-t-on appris, samedi, de cette instance. Le communiqué de la cellule de la communication et de l'information a indiqué que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a tenu une réunion avec les responsables locaux pour examiner la situation des deux zones industrielles "Bordjia 1 et 2" et la zone d'activités "Gouara", notamment en ce qui concerne l'avancement des travaux d'aménagement et de raccordement aux différents réseaux, à l'instar de l'eau, de l'assainissement, de l'électricité et du gaz. Dans ce contexte, le wali a instruit la direction des domaines de la wilaya de préparer un dossier juridique et administratif,

concernant le transfert de la gestion des zones industrielles "Bordjia 1" et "Bordjia 2" au complexe des industries locales "Divindus", spécialisé dans la gestion des zones industrielles, a ajouté la même source. Au cours de cette rencontre, M. Boudouh a insisté sur l'achèvement du restant des travaux liés à l'aménagement et l'équipement des assiettes foncières, ainsi que leur raccordement aux différents réseaux, qui constituent une priorité dans la phase actuelle, en raison de l'importance économique que revêtent ces deux zones industrielles, dont les superficies totalisent 400 hectares. Un montant de 550 millions DA a été alloué pour le raccordement de ces deux zones industrielles à l'énergie électrique et au gaz naturel, permettant l'acheminement du gaz, en attendant le raccordement progressif des entités économiques au réseau

de l'énergie électrique, ont ajouté les services de la wilaya. S'agissant de la zone d'activité Gouara (Hassiane), le chef de l'exécutif de la wilaya a décidé l'allocation d'une enveloppe financière pour le raccordement à l'énergie électrique, instruisant les gestionnaires concernées à trouver des solutions appropriées pour booster l'investissement dans cette zone, compte tenu de son importance au niveau local. Pour rappel, la zone industrielle Bordjia 1 (200 ha) dispose de 483 assiettes foncières et Bordjia 2 (200 ha) compte 81 assiettes foncières. Les deux zones offriront, immédiatement après l'entrée des unités industrielles en exploitation, respectivement 3.000 et 1.000 postes d'emplois directs.

La politique de la Banque Centrale de Russie est-elle cohérente avec le changement de structure de l'économie ?

La Banque Centrale de Russie a décidé le 15 septembre dernier de remonter son taux directeur de 12% à 13%[1]. Cette décision, et les raisons pour laquelle elle a été prise, ont ranimé un débat sur la cohérence de la politique monétaire menée par la Banque Centrale vis-à-vis de la croissance économique en Russie. **Suite et fin**

Par Jacques Sapir

À en juger par les résultats intermédiaires de l'année en cours, le plan de Poutine, même s'il ne s'agit pas d'un document directif, est mis en œuvre avec succès. De plus, la puissance des instruments impliqués, ainsi que le mécanisme opérationnel de la croissance économique, permettent de compter sur la poursuite des tendances positives jusqu'à la fin de l'année. Dans le même temps, la forte hausse des taux directeurs crée certains risques, notamment pour la croissance économique. L'impulsion initiale qui prolonge l'accélération de l'année en cours à l'année suivante devrait être une augmentation significative (18,5 %) du salaire minimum à partir du 1er janvier 2024 »[35]. Ces mesures, quoi que prises dans un contexte très différent de celui de la France de 1950 au début des années 1970, s'apparentent néanmoins aux mesures prises par les gouvernements français de l'époque sous la direction du Commissariat Général au Plan[36]. Ces mesures entraînent effectivement une sortie partielle des entreprises et des banques commerciales du système économique piloté par la Banque Centrale. Cette sortie n'est cependant que partielle. Les taux d'intérêts conservent un effet relatif, essentiellement sur les ménages. Mais, les avantages accordés aux combattants et aux travailleurs des industries militaires (annulation des dettes tant privées que professionnelles, prêts à faible taux d'intérêt pour les achats dans l'immobilier) ont pour effet de restreindre encore plus l'efficacité des instruments « qualitatifs » de la politique monétaire. Marat Uzyakov fait enfin une liste des facteurs contribuant à la croissance économique actuelle.

« Premièrement, le pays a accumulé d'énormes besoins non satisfaits : la population en biens et services, et l'économie en renouvellement du capital fixe. Cette demande potentielle n'a pas disparu et doit être satisfaite. Il n'y a donc aucun problème de savoir où et comment développer l'économie. Finançons cette demande, et elle va croître[37]. En outre, l'économie nécessitera, à son tour, l'expansion nécessaire des capacités et des investissements. Surtout dans des conditions de possibilités d'importation limitées. Ainsi, les restrictions imposées par les sanctions créent les conditions préalables à la fois à une augmentation de la production de biens et de services nationaux et à une augmentation des investissements dans le renforcement des capacités correspondantes. Il est important non seulement de lancer ce volant d'inertie interdépendant de croissance des revenus, de croissance de la demande, de croissance de l'offre, de croissance des capacités de production et d'investissement, mais il est également nécessaire d'assurer une croissance économique durable à long terme. La demande non satisfaite de la population et de l'économie s'élève désormais à au moins 50 000 milliards de roubles[38]. Cela signifie que l'économie russe a la possibilité de se développer au cours des cinq à six prochaines années à un rythme de 4 à 5 % par an.

Deuxièmement, les sorties régulières de capitaux, qui représentaient 5 à 7 % du PIB, ont déjà considérablement diminué et continuent de diminuer. Il s'agit d'un facteur important pour accroître davantage les investissements et la production[39].

Troisièmement, les revenus provenant des exportations et d'autres composantes de l'exportation de capitaux ont tendance à s'accumuler. Peut-être pas en dollars, mais dans d'autres devises, ainsi que sous forme d'actifs corporels, dispersés dans des dizaines de pays et des centaines de banques, ils sont cachés aux yeux des sanctions. Cela signifie que vous pouvez compter sur cet argent et qu'il peut fonctionner et fonctionne déjà, y compris pour l'économie russe. Il est important de créer les motivations et les incitations nécessaires. Dans le même temps, les sanctions contre la Russie, qui se sont transformées en sanctions contre les entreprises russes, ont déjà automatiquement créé une part importante de ces motivations et incitations. Il suffit d'accorder une véritable amnistie financière, de garantir les droits de propriété et de créer également l'infrastructure nécessaire pour faire des affaires. Nous estimons le potentiel de rapatriement des capitaux à 50 milliards de dollars américains par an.

Quatrièmement, la répartition actuelle de la valeur ajoutée dans l'économie n'est pas fixe et, d'une manière générale, peut varier dans de très larges limites. C'est la répartition des revenus qui détermine en grande partie la dynamique et la structure de la production. Une transformation radicale du système fiscal et un ajustement significatif de la politique monétaire peuvent créer une puissante impulsion qui accélérera la dynamique économique. L'expérience mondiale montre qu'un changement radical du système fiscal est devenu plus d'une fois le point de départ de la reprise économique et de la croissance. L'état actuel de l'économie et du système financier russes indique qu'une manœuvre fiscale en Russie est nécessaire et que son orientation naturelle dans les conditions actuelles est d'assurer la redistribution d'une certaine partie des revenus économiques en faveur de l'État. Un retrait ponctuel des revenus excédentaires ne résout pas le problème systémique des fuites importantes de capitaux. Ce n'est que dans ce cas qu'il sera possible de financer des investissements accrus dans le capital humain et d'autres domaines prioritaires, ainsi que de soutenir le renouvellement de l'industrie nationale de l'ingénierie des investissements et d'autres industries à forte intensité de connaissances.

Cinquièmement, les conditions internes et les opportunités de croissance de la production dans les industries sont largement déterminées par les relations et les proportions de prix, y compris le taux de change. Adapter ces proportions aux objectifs de croissance et de développement est une tâche distincte à moyen terme. Dans le même temps, compte tenu de l'écart important entre le taux de change nominal et la parité de pouvoir d'achat, une condition nécessaire pour accroître les opportunités de croissance de l'économie russe est également une augmentation de l'objectif de prix à 6 % pour la période allant jusqu'en 2030.

Sixièmement, une source supplémentaire de demande de financement, en particulier entre 2023 et 2025, devrait être le recours plus large aux instruments d'emprunt »[40].

Marat Uzyakov décrit à la fois une situation existante et trace à grand

traits les contours des réformes nécessaires dans les prochains mois. C'est peut-être là une limite dans son raisonnement car, jusqu'à présent, les gouvernements successifs de la Russie, depuis 2000, ont été très prudents dans la mise en place de réformes institutionnelles. Naturellement, ces réformes peuvent être soutenues par l'administration présidentielle dont Marat Uzyakov souligne l'engagement dans la politique économique de la Russie et cela pourrait alors les accélérer.

Le cinquième point évoqué décrit un changement de l'objectif d'inflation pour la Banque Centrale. Ce dernier est actuellement fixé à 4%. La proposition de Marat Uzyakov semble ici très raisonnable. Elle se combine avec son sixième point qui n'est autre qu'une recommandation de basculement du système de financement de l'économie russe d'un système par les marchés financiers à un système dit d'endettement. On retrouve ici une des grandes caractéristiques des économies européennes de l'après-guerre, qu'il s'agisse de l'économie française, allemande ou italienne. Le financement provenait bien plus du crédit bancaire que de l'émission de titres sur les marchés financiers.

Ceci doit donc être rattaché à l'observation que l'on peut faire sur l'évolution de la Bourse de Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine. Une des caractéristiques de la situation est que la Bourse de Moscou a complètement récupérée du retrait des investisseurs occidentaux et a retrouvé un niveau supérieur à celui de janvier-février 2022.

Dans ce contexte, avec un basculement de l'économie russe vers un modèle d'économie d'endettement, il est raisonnable de penser que le taux d'inflation « naturel » de cette économie sera plus élevé que si l'économie russe était restée dans une logique de marchés financier[41]. Le relèvement de la cible d'inflation de la Banque Centrale prend alors sens.

5. Le problème de l'investissement

Dans ce contexte, les investissements caractérisent la demande des entreprises et la santé de l'économie. Selon le suivi des entreprises de la Banque centrale, l'activité d'investissement au deuxième trimestre 2023 a augmenté dans la plus grande part des entreprises dans les secteurs suivants : l'industrie manufacturière, la production et la distribution d'électricité, la construction et une partie du secteur des services.

L'augmentation de la demande d'investissement au deuxième trimestre selon Rosstat, mais aussi selon l'indice mensuel de l'investissement du TsMAKP (fourniture de biens d'investissement dans l'économie), montre cependant clairement une phase de surchauffe au premier trimestre mais au deuxième trimestre la situation a commencé à se stabiliser. « Ce qui va se passer ensuite est une question complexe, mais il semble que, grâce en partie aux actions de la Banque centrale, nous assisterons à un ralentissement de la demande », suggère Salnikov, le directeur du TsMAKP. Il souligne une tendance positive : le fait que dans les données du premier semestre, pour la première fois depuis le début de la guerre en Ukraine, une augmentation des investissements dans l'ingénierie mécanique s'est très clairement manifestée[42].

Cette question de l'investissement est également au cœur d'un article dans le magazine RBK, qui s'inspire largement d'un entretien avec un collègue de l'IPE-ASR [43]. Dmitry Kuvalin insiste sur la question de l'investissement :

« Le remplacement des investissements étrangers est une tâche extrêmement importante pour l'économie russe moderne. Selon Rosstat, au cours des 15 dernières années, la part des investissements en immobilisations par rapport au PIB de la Russie était de 20 à 22 %, ce qui est un niveau très faible pour un pays qui souhaite se développer à un rythme plus rapide que l'économie mondiale. Auparavant, le déficit d'investissement était dans une certaine mesure atténué grâce à l'importation à grande échelle d'équipements et de technologies étrangers – il était possible de ne pas investir dans sa propre science appliquée, l'ingénierie et le développement des secteurs du complexe d'investissement, mais d'acheter immédiatement solutions toutes faites. Mais aujourd'hui, dans le contexte des sanctions anti-russes, le problème est devenu beaucoup plus aigu ». Dmitry Kuvalin insiste aussi sur le fait que les pays qui ont réussi à se développer depuis cinquante ans ont consenti des efforts considérables en investissement. Ainsi, 25 % du PIB est le niveau minimum d'activité d'investissement pour assurer des taux normaux de croissance économique. A titre d'exemple, Kuvalin cite des pays qui sont en tête en termes de croissance économique et de modernisation technologique : en Chine ces dernières années, la part des investissements dans le PIB a constamment dépassé 40 %, en Inde – 28 %, en Corée du Sud – 30 %.

Il convient aussi de noter que le caractère épisodique des levées de capitaux publiques (IPO) à travers la bourse et l'absence d'une gamme d'instruments financiers flexibles ou hybrides pour assurer la réalisation des intérêts des différentes catégories d'investisseurs sur le marché financier bride les capacités des marchés financier à assurer le flux d'investissement nécessaire. Un autre facteur est la faible présence des investisseurs institutionnels nationaux comme les assureurs, fonds de pension non étatiques, sociétés de gestion, et le faible niveau de confiance de la population et des organisations dans ces institutions. En outre, la forte volatilité du marché financier russe le rend aujourd'hui inintéressant pour les investisseurs étrangers. En fait, cela ne fait que souligner qu'un système de financement basé sur les marchés financiers n'est réalisable que dans des économies à la fois très développées et dont les marchés financiers ont l'épaisseur suffisante pour assurer ce financement.

Dmitry Kuvalin explique aussi que la politique d'investissement de l'État russe, qui est très critiquable sur de nombreux points, a pris une tournure plus intéressante ces dernières années.

« (...) le Fonds fédéral de développement industriel, qui a accordé des prêts à un taux préférentiel à un grand nombre de projets d'investissement de modernisation et a obtenu un pourcentage élevé de retour sur l'argent budgétaire investi ; dans un certain nombre de cas, la création de fonds spéciaux comme les zones économiques, les zones de développement prioritaires et les parcs technologiques qui offrent aux investisseurs potentiels des avantages fiscaux importants se sont justifiés et ont simplifié la connexion aux infrastructures de services publics. Il existe des cas d'utilisation réussie de contrats d'investissement spéciaux (SPIC) visant à attirer de grands investisseurs sur la base d'obligations mutuelles individuelles de l'État et des entreprises.

(...) une augmentation significative des investissements privés est tout à fait possible, surtout si des formes douces de contrôle des devises à l'intérieur du pays s'ajoutent aux sanctions contre les entreprises nationales et les investisseurs occidentaux. Je m'attends à une croissance continue et à des investissements budgétaires, principalement grâce à un financement accru des fonds de développement industriel et d'autres instruments éprouvés de soutien aux investissements de l'État. [44]»

De fait, les évolutions des investissements en capital fixe montrent des évolutions plus en qualité qu'en quantité, même si ces dernières sont réelles.

On voit ainsi que la hausse de l'investissement par rapport à 2021 est plus forte au second trimestre 2023 (en dépit de l'impact des sanctions) qu'au 1er trimestre. Ce résultat est essentiellement dû à celui du 2èmetrimestre. Mais, il faut ici remarquer que les sanctions ont eu peu d'effets apparents et que, de plus, le fort accroissement du 1er trimestre 2022 est lié à un fort effet de base dû à de mauvais résultats au 1er trimestre 2021 pour cause de COVID-19.

De même, la répartition des investissements au 1er semestre de 2023, et les changements par rapport au 1er semestre 2022 sont significatifs. On observe un accroissement général par rapport au 1er semestre 2022, accroissement qui est particulièrement sensible dans les branches de l'équipement électronique, optique et électrique (certainement du fait de la demande militaire), de l'industrie automobile (ce qui s'explique par la nécessité de rééquiper les usines à la suite du départ des constructeurs occidentaux), et des machines et équipement. Cela confirme donc que les demandes publiques (liées à la guerre en Ukraine), des entreprises (liées au processus de substitution aux importations) et des ménages (liées à la reprise de la consommation) se sont bien traduites dans l'investissement. On note que la métallurgie connaît elle aussi un accroissement de l'investissement supérieur à la moyenne de l'économie et à la moyenne des industries extractives. Les infrastructures ont-elles aussi visiblement bénéficié d'une attention soutenue en ce qui concerne l'investissement. C'est donc la structure générale de la production qui commence à changer, même s'il faut être prudent en raison d'un manque évident de recul quant à la poursuite de ce mouvement.

De fait, le marché financier, qui a toujours été une source mineure, a quasiment disparu. Pour l'instant, c'est essentiellement l'autofinancement qui assure l'investissement. Cela implique que la politique des taux directeurs de la Banque Centrale ne peut avoir qu'un effet, essentiellement indirect, réduit. Le crédit bancaire ne dépasse pas les 10%. On notera aussi la présence importante des subventions publiques, qu'elles proviennent de l'État fédéral ou des régions.

6. La nécessité d'un changement de paradigme de la politique monétaire russe

Les différents éléments présentés ci-dessus conduisent à penser que l'économie russe est bien en train de changer de modèle, comme nous l'avions suggéré dans de précédentes notes. Ce changement n'est pas encore accompli, mais il est néanmoins bien engagé. Il prend la forme à la fois d'un changement dans la structure de la production, dans des modifications de la demande solvable globale et un poids croissant mais pas écrasant de la puissance publique, et – à terme – dans des modifications des structures de financement. Ces changements sont cohérents avec le contexte global dans lequel l'économie russe est immergée. Ils aboutissent à faire que l'économie russe est de plus en plus une économie contrainte par l'offre (et l'offre de travail en particulier) et aussi une économie qui devient moins sensible aux instruments qualitatifs de la politique monétaire (les taux d'intérêts) et plus à des instruments quantitatifs. Une réforme fiscale et financière pour mettre les structures de financements en adéquation avec ces changements, comme défendu par Marat Uzyakov, apparaît alors logique.

Dans cette situation, une politique de ciblage de l'inflation (Inflation targeting) apparaît comme adaptée uniquement si la cible d'inflation est relevée substantiellement. La proposition de Marat Uzyakov de la remonter à 6% s'impose probablement.

Source : Les Echos

Notes

[35] Voir EKSPERT, n°38, 17 septembre 2023, <https://expert.ru/expert/2023/38/stavka-tsb-nuzhno-li-lechit-zdorovuyu-ekonomiku/>

[36] Sapir J., Le Grand Retour de la Planification, Cyrille Godefroy éditeur, Paris, 2022, voir le chapitre 4.

[37] NdT. Ce qui signifie qu'il convient de rendre solvable par divers mécanismes une demande « réelle » qui ne l'était pas avant.

[38] NdT. Ou approximativement 520 milliards de Dollars.

[39] NdT. C'est donc, paradoxalement, un effet positif des sanctions prises contre la Russie à la fin du mois de février 2022, effet qui vient en fait s'ajouter à celui de l'effort de substitution aux importations.

[40] Voir EKSPERT, n°38, 17 septembre 2023, <https://expert.ru/expert/2023/38/stavka-tsb-nuzhno-li-lechit-zdorovuyu-ekonomiku/>

[41] Sapir J., « What Should the Inflation Rate Be ? (on the importance of a long-standing discussion for defining today's development strategy for Russia) » in Studies on Russian Economic Development, Vol. 17, n°3 / Mai 2006.

[42] <https://expert.ru/expert/2023/38/stavka-tsb-nuzhno-li-lechit-zdorovuyu-ekonomiku/>

[43] « Une Nouvelle Économie », in RBK, 6 septembre 2023, <https://www.rbc.ru/neweconomy/news/64f73e0e9a79470b0dfb584f>

[44] <https://www.rbc.ru/neweconomy/news/64f73e0e9a79470b0dfb584f>

EGYPTE

La start-up Intella lève 3,4 millions \$ pour financer son expansion en Arabie saoudite

Intella, une jeune pousse égyptienne spécialisée dans la deep tech et axée sur la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA), a annoncé le mardi 3 octobre la réussite d'un tour de table d'un montant de 3,4 millions \$. L'opération a été dirigée par Hala Ventures avec la participation de Wa'ed Ventures, la branche capital-risque d'Aramco, ou encore de Sanabil 500. Les fonds seront utilisés pour financer son expansion en Arabie saoudite et soutenir le développement de modèles d'IA pour la région MENA.

SELON UN DIRIGEANT D'UNE SOCIÉTÉ À HONG-KONG

L'Arabie saoudite deviendra un centre économique mondial

Alors que l'Arabie saoudite progresse à grands pas dans les domaines des médias et de la technologie, les investisseurs de Hong Kong sont à l'affût des opportunités d'investissement dans le Royaume. Selon Patrick Tsang, président du Tsang Group, l'Arabie saoudite devrait recevoir «beaucoup» de fonds qui propulseront le Royaume dans une nouvelle ère de développement. Lors d'un entretien avec Arab News, M. Tsang a déclaré que grâce à la croissance économique importante de l'Arabie saoudite au cours des dernières années, son entreprise est désireuse de se développer dans le pays du Golfe, qui offre d'immenses possibilités. «Je prévois que dans les cinq, dix ou quinze prochaines années, c'est ici qu'il faudra être. L'Arabie saoudite sera le centre de l'économie et de l'action», a indiqué M. Tsang. Il a confié à Arab News que sa société prévoyait d'investir dans les domaines des médias et de la technologie au Moyen-Orient. M. Tsang a précisé que son groupe prévoyait d'établir un club privé à Riyad, sans révéler son emplacement. Il a toutefois révélé que le groupe espérait finaliser tous les arrangements pour garantir l'ouverture du centre d'ici à 2024. «Je pense que la technologie constituera un élément crucial de l'infrastructure de la Vision 2030, notamment pour ce qui concerne la mise en œuvre des technologies propres, de l'énergie renouvelable, des jeux vidéo. Toutes sortes de technologies seront excellentes ici, des infrastructures ferroviaires aux véhicules électriques. La liste est infinie», a-t-il souligné. Les relations bilatérales entre l'Arabie saoudite et la Chine sont solides et «s'améliorent constamment», a affirmé M. Tsang. Il considère la présence d'un trafic intense dans la capitale saoudienne comme un signe positif, révélateur d'une économie florissante. «C'est vraiment intéressant d'être ici et les opportunités sont nombreuses», a-t-il ajouté. Le président du groupe a fait l'éloge des progrès technologiques en cours dans le Royaume. Faisant part de son expérience avec le prince Bandar ben Saoud ben Khaled, secrétaire général de la Fondation du roi Faisal, lors d'un dîner dans un restaurant à Riyad, il raconte: «Le prince m'a montré quelque chose que je n'ai jamais vu dans d'autres pays. Ils ont ces petites bornes de balayage électrique sous la nappe, (que) je pourrais utiliser pour payer mon addition via Apple Pay. Si nous sommes huit personnes, nous pouvons également régler le programme de sorte que huit personnes puissent partager l'addition.» Tsang a manifesté son enthousiasme face à une utilisation aussi brillante de la technologie pour faciliter la vie des gens, ajoutant: «Je n'ai jamais vu cela auparavant». La société basée à Hong Kong prévoit aussi d'envoyer une délégation liée à la biotechnologie au Moyen-Orient à l'avenir. «C'est le bon moment, le bon endroit. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici, et nous le resterons à long terme», a poursuivi M. Tsang.

ÉGYPTE

Vers un nouveau record d'exportation de purée de tomates en 2023

En Égypte, la tomate est le légume le plus produit. L'industrie locale de la transformation est la troisième plus productive en Afrique après l'Algérie et la Tunisie.

En Égypte, les exportations de purée de tomates ont le vent en poupe. Selon les données compilées par le média spécialisé East Fruit, le pays des pharaons a expédié pour une valeur de 47 millions \$ de la denrée au cours du premier semestre de 2023. Cette enveloppe est trois plus élevée que les 15 millions \$ engrangés au cours de la même période un an plus tôt. En outre, elle représente déjà plus de 80 % des recettes d'exportation totales de 2022, qui s'élevaient à 57 millions \$. Si l'Union européenne (UE) est la principale destination de la filière égyptienne, concentrant plus de la moitié (52 %) des expéditions en valeur, il convient de noter que la Pologne en est

le principal acheteur comptant pour environ 33 % de la demande au sein du bloc économique. D'après le média East Fruit, la percée de la purée de tomate égyptienne sur le marché international a été notamment favorisée par la pénurie de tomates dans l'UE pour la transformation avec la sécheresse qui a sévi en 2022/2023. À cela s'ajoute les moindres volumes écoulés par l'Ukraine sur le marché polonais en raison de la guerre avec la Russie depuis plus d'un an demi qui a affecté son système de production. «L'Ukraine fournissait environ 25 % de toutes les importations de ce produit en Pologne en 2021. Après l'invasion russe, d'autres fournisseurs dont l'Égypte ont

commencé à occuper activement la part de l'Ukraine sur ce marché», rapporte la même source. Rappelons que le pays d'Afrique du Nord est le 1er exportateur africain de purée de tomate en termes de valeur et le 9ème à l'échelle mondiale notamment derrière les poids lourds de l'industrie à savoir l'Italie, la Chine et l'Espagne qui constituent le top 3. Selon les données du Conseil mondial de la tomate d'industrie (WPTC), l'Égypte a transformé plus de 456 000 tonnes de tomates en 2022.

MAURITANIE

L'Autorité de régulation ordonne la « mise en réception » des cartes SIM non enregistrées

La Mauritanie veut identifier les abonnés aux services télécoms pour renforcer la sécurité nationale alors que les cas de fraudes via mobile continuent de croître. Les efforts déployés jusqu'ici pour lutter contre ce phénomène n'ont pas abouti aux résultats attendus, indique le régulateur télécoms. Les opérateurs télécoms mauritaniens Mattel, Mauritel et Chinguitel engagé, à partir de ce vendredi 6 octobre, une opération de « mise en réception » des abonnés non identifiés bio-

métriquement, a annoncé l'Autorité de régulation (ARE). Les abonnés aux communications électroniques concernées ne pourront que recevoir des appels jusqu'à ce qu'ils se mettent en règle. Si cela n'est pas fait avant le 6 décembre, le service leur sera définitivement coupé. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la décision n° 0038 du Conseil national de régulation (CNR), relative à la vente des cartes SIM/USIM en Mauritanie. Adoptée le 6 avril dernier,

la décision stipule que la vente de cartes SIM par les opérateurs télécoms sera exclusivement réalisée par le biais d'une identification biométrique de l'acheteur. Elle enjoint également aux opérateurs de télécommunications d'effectuer l'identification biométrique de l'ensemble de leurs abonnés dans un délai de six mois. A travers l'identification des abonnés aux services de télécommunications, les autorités mauritaniennes veulent renforcer la sécurité du pays et des citoyens dans un contexte de transformation numérique accélérée mar-

qué par l'accroissement des fraudes via mobile. L'ARE estime que les efforts jusqu'ici déployés pour lutter contre les pratiques illícites des ventes et cessions de cartes SIM n'ont pas abouti aux résultats escomptés. Pour rappel, la Mauritanie compte 6,57 millions d'abonnés à la téléphonie (mobile et fixe) d'après les dernières statistiques du Conseil national de régulation qui datent de 2021.

EN LIBYE

Tatweer Research construit un écosystème favorisant l'innovation et l'esprit d'entreprise

Tatweer Research est un acteur clé dans le paysage technologique libyen. Grâce à ses programmes innovants et à son engagement, l'organisation veut augmenter l'impact de la tech sur le développement économique libyen. Tatweer Research est une agence nationale de promotion économique qui vise à transformer l'économie libyenne en une économie fondée sur le savoir, l'innovation et l'exportation de technologies de pointe. Elle a été fondée en 2010 par Khaled Elmufiti, un informaticien diplômé de l'Imperial College London et de City, qui est également son président-directeur général. Tatweer Research opère à travers trois principales activités que sont la recherche, le développement et l'excellence professionnelle. L'organisation travaille sur la résolution de problèmes mondiaux dans les secteurs de l'environnement, du climat, de l'énergie, des transactions commerciales, de la technologie médicale et de l'éducation. L'agence a mis en place des initiatives d'innovation au sein de son Tatweer Entrepreneurship Campus (TEC), des pro-

grammes de développement des compétences visant à éduquer, former et autonomiser les jeunes et les leaders libyens, dont son Graduate Program. Il est aussi responsable de la création d'une zone franche économique et une Tech City s'étendant sur 1 200 hectares en Libye. L'entreprise encourage les jeunes les plus brillants de Libye, en incubant les idées d'entrepreneurs locaux ambitieux tout en attirant des talents et des investissements internationaux. A travers son programme Coding for Children (C4C), elle initie les enfants du primaire au codage. Le programme vise à renforcer les capacités d'innovation et de réflexion créative des enfants. En partenariat avec l'Union européenne et le PNUD, Tatweer Research vise à promouvoir l'entrepreneuriat et à encourager la création d'emplois en dehors du secteur public. L'organisation contribue à la transformation de l'économie libyenne, passant d'une économie basée sur les ressources naturelles à une économie axée sur l'innovation et l'entrepreneuriat.

RAPPORT

Pourquoi le Sénégal a tout intérêt à minimiser les émissions de ses opérations pétrolières et gazières

Alors que le pays se prépare à exploiter d'importants gisements de pétrole et de gaz, NRGi rappelle que 15 à 20% des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent de l'exploitation pétrogazière et qu'il est possible de les réduire considérablement. Pour l'ONG, les annexes du Code pétrolier sénégalais de 2019 qui traitent de ce sujet doivent être rendus publics.

La réduction des émissions des opérations pétrolières et gazières au Sénégal, où d'importants gisements d'hydrocarbures devraient entrer en production en 2024, est susceptible d'augmenter les revenus du gouvernement, d'améliorer l'accès de la population à l'énergie et de réduire les impacts néfastes sur la santé et l'environnement des communautés locales, a indiqué l'ONG Natural Resource Governance Institute (NRGI) dans un rapport publié le 7 septembre. Intitulé « Minimiser les émissions des opérations pétrolières : Pourquoi la société sénégalaise devrait s'en préoccuper », le rapport rappelle que même si la plupart des émissions provenant du pétrole et du gaz sont générées lorsque ces combustibles sont brûlés pour produire de l'énergie, les émissions provenant des opérations pétrolières et gazières elles-mêmes restent significatives. Environ 15 à 20 % des émissions mondiales proviennent de la production, du traitement et du transport du pétrole et du gaz. Près de la moitié des émissions provenant des opérations pétrolières et gazières sont du méthane, un gaz à effet de serre particulièrement puissant. Les entreprises pétrolières et gazières relâchent du méthane, le principal composant du gaz naturel, en le déchargeant ou par le torchage de l'excès de gaz, ou de gaz non désiré, ou en le laissant fuir des pipelines, des installations de gaz naturel liquéfié (GNL) ou d'autres infrastructures. Alors que le Sénégal développe son secteur pétrolier et gazier naissant dans un contexte de crise climatique mondiale et de transition énergétique, le rapport souligne que le gouvernement sénégalais, la société civile

et le grand public devraient se préoccuper davantage des émissions provenant des opérations pétrolières et gazières pour plusieurs raisons. Premièrement, la réduction des émissions des opérations pétrolières et gazières peut renforcer la compétitivité des projets actuels et/ou futurs dans le domaine de l'exploitation des hydrocarbures. Les gouvernements, les investisseurs et les clients exercent tous une pression croissante sur le secteur afin de réduire les émissions, non seulement de leurs produits, mais aussi de leurs opérations. Les pays qui ont adopté une taxe carbone n'ont pas encore étendu leur application aux émissions provenant de la production du pétrole et du gaz qu'ils importent, mais cela pourrait bientôt changer.

Risque de réduction de l'accès aux financements
De leur côté, les investisseurs et les clients, y compris les principaux acheteurs de GNL en Asie, font déjà pression sur les entreprises pétrolières et gazières pour qu'elles améliorent leurs pratiques faute de quoi elles perdent des affaires ou des investissements. Ainsi, des émissions élevées pourraient décourager les investissements dans les projets sénégalais en cours de développement et dans d'autres blocs offerts lors des futurs cycles d'octroi de licences. Moins d'investissements dans le secteur signifieraient moins de financements extérieurs de projets de conversion du gaz en électricité pour améliorer l'accès domestique à l'énergie. À un moment où le financement de l'infrastructure de conversion du gaz en électricité est déjà incertain et où la concurrence pour l'obtenir est féroce, d'importantes émissions provenant de la production de pétrole et de gaz au Sénégal pourraient

porter un coup préjudiciable aux ambitions du pays et à sa capacité à garantir un accès universel à l'énergie. Une baisse des investissements dans le secteur pétro-gazier pourrait également inciter Petrosen, la compagnie pétrolière nationale du Sénégal, à prendre des paris risqués avec des fonds publics dans des projets qui pourraient finalement ne pas être rentables. Des émissions élevées provenant de la production de pétrole et de gaz pourraient aussi réduire l'accès au financement pour d'autres domaines essentiels au développement durable. En effet, il y a une tendance à nommer et à stigmatiser les « super-émetteurs » et à identifier les « bombes de méthane. » Un signe possible de ce qui pourrait arriver est l'appel adressé au FMI d'exiger des pays producteurs de pétrole et de gaz qu'ils imposent des pénalités aux émetteurs de méthane comme condition d'accès aux prêts de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), un mécanisme de prêt lancé en 2022 par l'institution pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à relever les défis structurels à long terme tels que le changement climatique. Les émissions de méthane des projets au Sénégal représenteraient également une opportunité économique gaspillée. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que le volume actuel de méthane qui pourrait être raisonnablement réduit des opérations pétrolières et gazières existantes en Afrique subsaharienne aurait la valeur d'environ 14% de sa production totale de gaz, s'il pouvait être utilisé. Il s'agit de gaz qui pourrait être exporté pour générer des revenus gouvernementaux supplémentaires ou utilisé à l'échelle nationale pour accroître l'accès à l'énergie et la pro-

duction industrielle.
Renforcer le cadre réglementaire
Au Nigeria, par exemple, le gaz brûlé seul a dépassé l'approvisionnement en gaz sur le marché intérieur pendant une grande partie des deux dernières décennies. D'autre part, la réduction des émissions liées à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures peut limiter les effets nocifs de la production d'hydrocarbures sur la santé des personnes et sur l'environnement. L'impact sur la santé et l'environnement des communautés vivant à proximité des sites d'extraction de pétrole et de gaz est de plus en plus évident. Par exemple, le torchage de gaz au Nigeria a provoqué des maladies respiratoires et de la fièvre, ainsi que d'autres problèmes de santé, chez les enfants. Il a aussi entraîné des pluies acides et des vagues de chaleur qui ont détruit des terres agricoles et provoqué l'extinction de la flore et de la faune. A cela s'ajoutent les effets positifs de la minimisation des émissions sur le changement climatique alors que le Sénégal occupe le 37^e rang sur un total de 185 pays dans le classement des pays les plus vulnérables au dérèglement du climat. Le rapport indique par ailleurs que le gouvernement sénégalais commence à prendre des mesures pour réduire les émissions liées à la production des hydrocarbures, tout en soulignant qu'il devrait envisager de renforcer son cadre réglementaire. Par exemple, le Code de l'environnement interdit la combustion en torchère et l'éventage. Cependant, il n'est pas clair quels mécanismes d'application, y compris pour lutter contre les fuites, sont prévus, tels que des pénalités pour les émissions de méthane.

KENYA

Le gouvernement demandera à la Chine un allongement des échéances de sa dette

La première économie d'Afrique de l'Est, dont la dette publique représente environ 67% du PIB, doit encore rembourser à l'empire du Milieu plus de 8 milliards de dollars. Le président kényan, William Ruto, demandera à la Chine d'allonger la durée de remboursement de ses dettes, et le décaissement d'un nouveau prêt d'un milliard de dollars pour financer l'achèvement de certains projets routiers lorsqu'il se rendra à Pékin à la fin du mois en cours, a annoncé le vice-président, Rigathi Gachagua, ce vendredi 6 octobre. « Le président Ruto sollicitera un prêt d'un milliard de dollars auprès de la Chine pour achever les projets de construction de routes qui sont au point mort. Il demandera égale-

ment au gouvernement chinois d'accorder plus de temps au Kenya pour rembourser ses dettes », a-t-il déclaré dans un entretien accordé à la radio locale Inooro FM. « Pour l'instant, nous payons des dettes et les gens n'utilisent pas les routes parce que beaucoup d'entre elles sont à moitié terminées [...]. Si nous obtenons un milliard de dollars, nous pourrions donner aux entrepreneurs l'argent qui leur est dû afin qu'ils puissent revenir et que les routes soient achevées », a ajouté M. Gachagua. Premier créancier bilatéral du Kenya, la Chine a financé de nombreux projets d'infrastructures dans ce pays d'Afrique de l'Est au cours de la dernière décennie, dont celui du chemin de fer Mombasa-Naivasha. Cette ligne ferro-

viaire, dont la construction a été financée par un prêt de 5 milliards de dollars, obtenu auprès de la China Exim Bank, est considérée comme le projet d'infrastructure le plus coûteux au Kenya depuis l'indépendance du pays en 1963. Les dettes de Nairobi envers Pékin totalisent actuellement plus de 8 milliards de dollars. Locomotive économique d'Afrique de l'Est, le Kenya a vu sa dette publique culminer à 68,1 milliards de dollars en avril dernier, ce qui représente environ 67% du PIB du pays, selon des données publiées par le Trésor national. Le service de la dette a siphonné 59 % des recettes fiscales du pays au cours de l'exercice fiscal 2022-2023 qui s'est achevé en juin dernier, soit la proportion la plus élevée depuis plus d'une décennie.

TOGO

Les évolutions suggèrent un recalibrage du Projet d'électrification rurale de 317 localités

Au Togo, le Projet d'électrification rurale de 317 localités par mini-réseaux solaires, initié en 2019 va connaître une actualisation dans le cadre de sa mise en œuvre. En Conseil des ministres du mercredi 4 octobre 2023, l'exécutif a annoncé la prise en compte de nouveaux paramètres. Il s'agit concrètement d'une nouvelle sélection des localités bénéficiaires de l'électrification par mini-réseaux sur la base des critères comme la distance, la densité de population, la concentration de l'habitat et du potentiel de consommation. Ce nouveau calibrage du périmètre d'exécution de ce projet, selon le ministère chargé de l'énergie et des mines, s'explique par les nouvelles évolutions générales et localisées, observées ces dernières années. Le ministère dirigé par Mila Aziabale, indique que 56 localités répondant aux nouveaux critères ont été retenues. Au total, 19.000 ménages y seront touchés. Par ailleurs, les autres localités concernées (plus de 250) vont bénéficier de solutions d'électrification mixtes suite à de nouvelles possibilités qui seront évaluées, a annoncé le gouvernement. Notons qu'hormis l'appui financier de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), le Togo bénéficie également du soutien de la Banque africaine de Développement (BAD) pour la réalisation de ce projet, à hauteur de 3,73 millions d'euros, soit un peu plus de 2 milliards FCFA. A travers ce financement approuvé par le Conseil d'administration du Fonds africain de développement en décembre 2022, le pays ouest-africain devrait mettre en place des sociétés de mini-réseaux dans lesquelles l'État va injecter des fonds propres.

WALL ST WEEK AHEAD

La hausse des rendements des obligations du Trésor bouleverse les "substituts obligataires" du marché boursier

L'envolée des rendements des bons du Trésor a stupéfié le marché américain des actions au cours des dernières semaines, et les retombées les plus graves ont touché un groupe d'actions censées avoir des qualités similaires à celles des obligations. Le S&P 500 a perdu environ 4 % depuis que les prévisions optimistes de la Réserve fédérale en matière de taux d'intérêt, le mois dernier, ont propulsé les rendements américains à des niveaux inégalés depuis 16 ans et accéléré le recul des actions par rapport aux sommets atteints à la fin du mois de juillet.

Alors que la hausse des rendements est généralement considérée comme défavorable aux valeurs de croissance, certaines des pertes les plus importantes ont été concentrées dans des secteurs plus stables tels que les services publics et les biens de consommation de base. Ces secteurs sont souvent considérés comme des "substituts obligataires" en raison de leurs dividendes élevés et stables qui, au cours de la dernière décennie, ont généralement dépassé les rendements des obligations du Trésor. Ces rémunérations élevées, ainsi que les entreprises perçues comme plus durables en période de crise économique, ont conduit de nombreux investisseurs à les considérer comme des valeurs refuges lorsque les marchés devenaient turbulents. Mais la hausse des rendements obligataires a atténué l'attrait des substituts obligataires. Les investisseurs peuvent désormais obtenir des rendements plus élevés sur des titres d'État considérés comme pratiquement sans risque s'ils sont conservés jusqu'à leur échéance. Le rendement d'un bon du Trésor à six mois s'élève aujourd'hui à environ 5,6 %, alors que le secteur des services publics affichait un rendement de 4 % et celui des

biens de consommation courante de 3 %, selon les données du LSEG. En conséquence, les actions des substituts obligataires ont été fortement touchées ces dernières semaines. Le secteur des services publics du S&P 500 .SPLRCU a chuté de 13 % depuis la réunion de la Fed du mois dernier. Le secteur des biens de consommation courante .SPLRCS a chuté d'environ 8 % au cours de la même période, les investisseurs évaluant également l'impact d'une nouvelle classe de médicaments amaigrissants sur les sociétés de consommation. D'autres secteurs réputés pour leur attrait en matière de dividendes ont également souffert, l'immobilier .SPLRCR ayant perdu 8 % depuis la réunion de la Fed, et les valeurs de télécommunications AT&T .T.N et Verizon .VZ.N ayant chuté de 7 % et 8 %, respectivement. Les investisseurs se sont empressés de recalibrer leurs portefeuilles à la suite des perspectives de la Fed suggérant que les taux resteront élevés plus longtemps, ce qui a également renforcé le dollar et fait chuter l'or. La sous-performance des indices obligataires montre que "le marché comprend enfin que nous sommes dans un régime de taux d'intérêt complètement différent", a

déclaré Irene Tunkel, stratège en chef pour les actions américaines chez BCA Research. Les indices obligataires ont sous-performé après que le rapport sur l'emploi américain de vendredi ait montré une croissance de l'emploi supérieure aux attentes et que le rendement de l'indice de référence du Tré-

sor à 10 ans ait grimpé à plus de 4,8 %. Jeudi prochain, le rapport sur l'indice des prix à la consommation sera déterminant pour les investisseurs, qui devront évaluer si la Fed cherchera à augmenter davantage les taux pour lutter contre l'inflation.

CAC40 La Bourse de Paris est attendue en baisse

La Bourse de Paris est attendue dans le rouge à l'ouverture lundi face à la hausse des prix du pétrole après l'offensive surprise ce week-end du mouvement islamiste palestinien Hamas contre Israël. Le contrat à terme du CAC 40 lâchait 0,21% une quarantaine de minutes avant l'ouverture. Vendredi, le CAC 40 avait terminé en hausse de 0,88%, repassant la barre des 7.000 points après trois séances consécutives sous ce seuil. Lundi, «les indices européens devraient ouvrir en baisse, dans le sillage du développement du conflit armé israélo-palestinien, qui pousse notamment le prix du baril de pétrole à la hausse et accentue la volatilité» des prix, commente John Plassard, spécialiste en investissement de Mirabaud. Plus de 700 Israéliens ont été tués depuis le début de l'attaque du mouvement islamiste palestinien et 2150 ont été blessés, a annoncé l'armée israélienne dans un nouveau bilan publié lundi matin. Dans la bande de Gaza, sous le contrôle du Hamas depuis 2007, 413 Palestiniens dont 78 enfants et 41 femmes ont été tués et 2300 blessés, ont annoncé les autorités locales dimanche. «Face au risque d'embrasement du Moyen-Orient, c'est d'abord sur le front pétrolier que ce conflit est susceptible d'avoir un effet immédiat», notent les analystes de Riches Flores. Les deux principales références de pétrole, le Brent de la mer du Nord et le West Texas Intermediate (WTI) «ont gagné entre 4 dollars et 5 dollars en début de nuit, l'impact est donc relativement limité à ce stade mais le contexte est hautement instable et pourrait évoluer très rapidement en fonction des développements futurs», poursuivent-ils.

Flambée du pétrole
Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre gagnait 3,62% à 87,64 dollars vers 06h15 GMT et le baril de WTI américain, avec échéance en novembre, 3,90% à 86,02 dollars. «Les menaces en cas d'envolée des cours de l'or noir touchent la grande majorité des secteurs», ajoutent les analystes, «les valeurs techno-

logiques et les cryptomonnaies étant, de leur côté, plus exposées que tout autre actif au contexte géopolitique». Sur le marché des changes, le shekel, la monnaie israélienne, reculait de 1,51% face au dollar, à 3,91 shekels pour un dollar. Enfin, les investisseurs attendront la publication, jeudi, des chiffres de l'inflation (CPI) américaine, des données importantes pour la banque centrale américaine qui entend ramener l'inflation à 2%. Parmi les valeurs à suivre : Renault, Volvo et CMA CGM s'associent pour développer des fourgons électriques afin de «répondre au besoin croissant d'une logistique décarbonée et efficace», ont annoncé vendredi les trois groupes dans un communiqué commun.

Les marchés européens déclinent à l'ouverture lundi, sous la pression du conflit entre Israël et le Hamas et avant la publication d'indicateurs clés cette semaine. À Paris, le CAC 40 recule de 0,83% à 7.001,33 points vers 07h35 GMT. À Francfort, le Dax cède 0,77%, contre 0,51% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 <.FTEU3> décline de 0,51%, l'EuroStoxx 50 de 0,9% et le Stoxx 600 de 0,36%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street dans le rouge, le Dow Jones déclinant de 0,72%, contre 0,77% pour le Standard & Poor's 500 et 0,7% pour le Nasdaq.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 09 Octobre 2023 Valeur : 11 Octobre 2023				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.4832 137.4982
1	EUR	EURO		144.6873 144.7169
1	GBP	POUND STERLING		167.2952 167.3746
100	JPY	JAPANESE YEN		92.1531 92.1817
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8442 18.8478
1	CHF	SWISS FRANC		150.7822 150.8648
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.5876 100.6281
1	DKK	DANISH KRONE		19.4018 19.4067
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4503 12.4550
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5876 12.5924
1	AED	UAE DIRHAM		37.4287 37.4359
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.6544 36.6603
1	KWD	KUWAITI DINAR		444.7855 444.8340
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9355 43.3670
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3629 13.3644
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.0681 28.2117
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6199 3.6203
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.3983 180.3983

POINT-MARCHÉS L'Europe dans le rouge

Le mouvement islamiste palestinien Hamas a lancé la plus grande attaque contre Israël depuis des décennies, déclenchant une riposte sur la bande de Gaza, mais aussi au sud du Liban. Si les implications du conflit sur les marchés demeurent pour le moment limitées, les investisseurs s'inquiètent d'une extension de la guerre à d'autre pays de la région, dont l'Iran, et des impacts sur les marchés du pétrole. Par ailleurs, l'inflation aux Etats-Unis est attendue jeudi, et pourrait raviver les craintes d'une nouvelle hausse de taux de la Réserve fédérale si elle surprend à la hausse. Les minutes de la dernière réunion de la Fed seront publiées cette se-

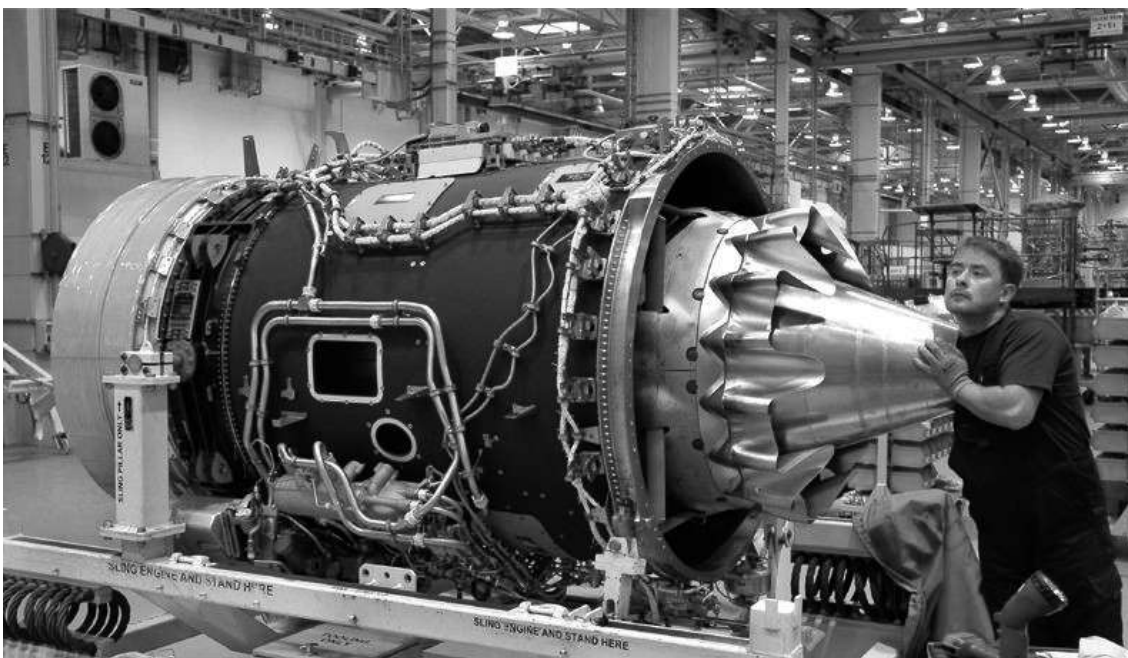
maine, ainsi que les premiers résultats trimestriels d'entreprises aux Etats-Unis, alors que les investisseurs cherchent des catalyseurs pour les actifs risqués. Les valeurs pétrolières progressent dans le sillage de la hausse des prix du brut, le Brent s'octroyant 2,81%. L'indice sectoriel du pétrole prend 1,43%, BP 2,33% et Shell 1,53%. La hausse des cours du pétrole pèse en revanche sur les compagnies aériennes, dont certaines ont suspendu leurs vols à destination d'Israël. IAG, propriétaire de British Airways, cède 5,5%, Air France 4,43%, Lufthansa 3,13%, Easyjet 5,56% et Wizz Air 7,43%.

ALLEMAGNE

La production industrielle poursuit sa chute en août

La production industrielle en Allemagne a baissé en août, pour le quatrième mois consécutif, sur fond de coûts élevés de l'énergie et de demande atone pour le secteur, qui plombent depuis plusieurs mois la première économie européenne.

L'indicateur a reculé de 0,2% sur un mois, en données corrigées des variations saisonnières et de calendrier, après une baisse révisée à 0,6% en juillet, a indiqué lundi l'office de statistique allemand Destatis dans un communiqué. Le recul est plus fort qu'attendu par les experts de la plateforme d'analyse financière Factset, qui tablaient sur une légère baisse de 0,1%. Sur un an, la production industrielle recule de 2,0%. Dans le détail, la production de biens de consommation a plongé de 1,4%, une chute qui n'est pas compensée par les hausses pour les biens d'équipements (+1,3%) et les biens intermédiaires (+0,5%).



La guerre en Ukraine continue de peser sur le secteur de l'énergie. La production d'énergie a connu un plongeon de 6,6%. L'industrie allemande, pilier de la première économie européenne, souffre depuis plusieurs mois. Elle est plombée par une nette chute de la demande intérieure, en raison de l'inflation qui reste à des niveaux

élevés (4,5% sur un an en septembre), et par les hausses de taux d'intérêt menées tambour battant par la Banque centrale européenne (BCE). Les prix de l'énergie restent en outre relativement élevés pour le secteur industriel. Certaines activités les plus énergivores, comme la chimie, peinent à retrouver leur ni-

veau de production d'avant la guerre en Ukraine. Les branches les plus consommatrices d'énergie ont produit 8,3% de moins en août sur un an. Les exportations, essentielles pour l'industrie allemande, sont moins dynamiques sur fond de ralentissement de la demande en produits allemands en Chine et aux

États-Unis, deux marchés cruciaux pour ce secteur. Enfin, le bâtiment, qui tire lui aussi traditionnellement l'industrie, est en crise depuis plusieurs mois, plombé par la hausse des taux d'intérêt. En août, le bâtiment a connu une chute d'activité de 2,4%.

FRANCE/BUDGET 2024

Le gouvernement veut aller au-delà des 16 milliards d'euros d'économies déjà prévues

Avec ces économies, le gouvernement veut donner des gages de sérieux budgétaire, confronté à une dette qui a dépassé 3.000 milliards d'euros et à un déficit largement hors des clous européens qui range la France parmi les mauvais élèves de la zone euro. C'était attendu, l'heure est bel et bien aux économies pour le ministre de l'Économie. Ce lundi 9 octobre, Bruno Le Maire a souhaité qu'un milliard d'euros d'économies supplémentaires soient inscrites au budget 2024 « à l'issue du travail parlementaire », au-delà des quelque 16 milliards prévus par le texte du gouvernement. « Je propose que nous nous fixions avec le rapporteur général du budget, avec les députés de la majorité, un objectif de 1 milliard d'euros d'économies supplémentaires à l'issue du débat parlementaire », a-t-il déclaré sur Sud Radio. « Tous les parlementaires de la majorité qui souhaitent faire de nouvelles économies, je les soutiendrai. »

Donner des gages de sérieux budgétaire
Le projet de loi de finances (PLF) 2024 sera examiné en commission dès ce mardi. Le gouvernement veut donner des gages de sérieux budgétaire, confronté à une dette qui a dépassé 3.000 milliards d'euros et à un déficit largement hors des clous européens qui range la France parmi les mauvais élèves de la zone euro. Pour rappel, lors de la présentation du projet de loi de finances (PLF) 2024 le 27 septembre dernier, l'exécutif indiquait qu'il prévoyait quelque 16 milliards d'euros d'économies l'an prochain.

Ce serait formidable si la France pouvait envoyer ce message, gouvernement et majorité, que nous sommes capables d'améliorer la copie du gouvernement non pas avec de nouvelles dépenses, mais avec 1 milliard d'économies supplémentaires, voilà l'ambition que je fixe à notre majorité », a ainsi expliqué Bruno Le Maire ce lundi.

La majorité mobilisée
Samedi déjà, le ministre avait déclaré son « soutien » à des propositions d'économies « responsables » et qui « ont du sens », sans en donner l'ampleur souhaitée. Il a suggéré aux parlementaires de la majorité de proposer des amendements pour ajouter des « économies » au projet de loi de finances 2024, à l'occasion d'une table-ronde au « campus européen » de Renaissance, l'événement de rentrée du parti macroniste, à Bordeaux. « Si des parlementaires de la majorité (...) me proposent des économies supplémentaires, qu'elles sont responsables et qu'elles ont du sens, je les accepterai, je les soutiendrai et nous les mettrons dans le budget 2024 », a ainsi souligné le patron de Bercy.

La contribution des pétroliers en question sur ce PLF
Interrogé sur la proposition de reconduire la taxe sur le raffinage, le ministre a, en outre, indiqué, ce lundi, « respecter le Parlement et en particulier la majorité ». Un amendement au projet de loi de finances pour 2023, déposé par plusieurs députés de la majorité dont le rapporteur général au

Budget Jean-René Cazeneuve, propose, en effet, de reconduire pour un an la contribution de solidarité sur les profits des groupes pétroliers. « En règle générale, je n'aime pas trop les taxes », a déclaré le ministre, mais « je respecte aussi ce que les parlementaires » de la majorité et de l'opposition « nous disent », a-t-il développé. Vendredi dernier, le PDG de TotalEnergies a brandi la menace d'un arrêt du plafonnement du litre de carburant à 1,99 euro en cas de nouvelle taxe. « Je salue l'opération » et « je fais confiance à Total pour maintenir cette opération », a noté Bruno Le Maire.

ÉTATS-UNIS

4000 salariés supplémentaires en grève dans l'automobile

Quelque 4.000 salariés du constructeur Mack Trucks ont décidé de rallier le mouvement de grève lancé mi-septembre pour de meilleures conditions salariales dans l'industrie automobile américaine, a annoncé dimanche le syndicat United Auto Workers (UAW). « Les adhérents UAW ont rejeté par un vote un projet d'accord et feront grève à partir de 07H00 (11H00 GMT) lundi », a indiqué l'organisation sur X (anciennement Twitter). Ces salariés rejoignent les 25.000 salariés des « Big Three », les trois grands constructeurs des États-Unis (General Motors, Ford et Stellantis) déjà en grève dans le cadre du mouvement déclenché le 15 septembre par l'UAW. Ce mouvement de grève ciblée, qui ne concerne qu'une fraction des 146.000 salariés membres du syndicat, a été lancé à l'expiration de conventions collectives et faute d'accord pour de nouvelles. L'UAW réclame notamment des hausses de salaires, des mesures liées au coût de la vie et divers autres avantages. Filiale du suédois Volvo, le constructeur de poids lourds Mack Trucks exploite deux usines dans l'est des États-Unis, en Pennsylvanie et dans le Maryland.

CHINE

L'ex-patron du géant de la finance China Everbright exclu du Parti

L'ex-président du groupe étatique China Everbright, spécialisé dans la gestion d'actifs, a été exclu du Parti communiste chinois (PCC) et démis de ses fonctions pour « graves violations de la discipline et de la loi », a rapporté lundi une agence d'Etat. Selon l'agence de presse Chine nouvelle, il est reproché à Li Xiaoping, qui était aussi le plus haut représentant du PCC dans cette entreprise étatique, d'avoir accepté des cadeaux et de l'argent, bravé une politique du parti et d'avoir « tenté de faire obstruction à l'enquête » disciplinaire dont il faisait l'objet.

« M. Li a cherché à obtenir des avantages pour d'autres personnes lors de la sélection et de la nomination de responsables, et a utilisé son pouvoir pour garantir des profits à ses proches dans leurs activités commerciales », a indiqué l'agence d'Etat.

Economiste de formation, M. Li a passé l'essentiel de sa carrière dans le secteur financier. Il a notamment occupé des postes de direction dans plusieurs banques chinoises, avant de quitter la présidence de China Everbright en mars 2022.

Le président chinois Xi Jinping mène depuis une décennie une vaste campagne anti-corruption, notamment dans le secteur public. Il s'agit également d'un outil politique, destiné à faire tomber des rivaux, affirment ses critiques.

A son arrivée au pouvoir, M. Xi a promis de faire tomber les « tigres » (hauts dirigeants) et les « mouches » (petits fonctionnaires) avides de pots-de-vin et malversations diverses.

En septembre, Wang Bin, un ancien patron du plus gros assureur de Chine, China Life, qui était également le plus haut représentant du PCC dans cette entreprise publique, a été condamné à la « peine de mort avec sursis » qui sera commuée en prison à vie, avait rapporté l'agence de presse Chine nouvelle. Wang Bin avait été reconnu coupable d'avoir accepté des pots-de-vin et d'avoir dissimulé de l'argent sur des comptes bancaires à l'étranger.

CARPLAY SUR L'ÉCRAN
D'UNE TESLAC'est possible avec
Tesla Android

Tesla est un des rares constructeurs à ne pas proposer le support de CarPlay sur l'écran de ses voitures. Fort heureusement, la nature trouve toujours un chemin : des utilisateurs bidouilleurs développent un astucieux système d'exploitation qui ne cesse de s'améliorer. Les grands écrans tactiles intégrés aux voitures Tesla ne cessent de gagner de nouvelles fonctions, à tel point qu'on peut y jouer ou regarder des films et séries TV (à l'arrêt, bien évidemment), en plus des fonctions plus classiques de gestion et du contrôle du véhicule. Mais de CarPlay ou d'Android Auto, il n'est toujours pas question malgré la demande de nombreux conducteurs.

Un boîtier pour afficher CarPlay
dans la Tesla

Tesla et Apple s'entendent pourtant assez bien, avec le support d'Apple Music et celui à venir d'AirPlay. Mais le constructeur n'a manifestement pas l'intention de laisser Apple — ou Google — s'emparer de l'ensemble de l'expérience utilisateur de ses véhicules. On peut heureusement compter sur les utilisateurs qui, à l'image de Michał Gapiński, ne manquent pas d'ingéniosité pour faire tomber les murs. Aux grands maux les grands remèdes, ce développeur a tout simplement mis au point un système d'exploitation open source baptisé Tesla Android, dont le principe est de diffuser un signal Wi-Fi auquel se connecte le véhicule. Le navigateur web de la tablette peut alors afficher ce que Tesla Android lui transmet : des apps Android comme Wave, mais aussi CarPlay. Le tout sans interférer sur les fonctions habituelles de l'écran. Mais pour fonctionner, il faut au préalable installer l'OS sur un Raspberry Pi. Le projet Tesla Android facilite désormais la vie des conducteurs avec le Compute Module 4 Bundle, un boîtier qui contient tout le nécessaire sans se prendre la tête. Il contient un Raspberry Pi 4 équipé de 4 Go de RAM, ainsi que d'un SSD de 256 Go, sans oublier la connectique indispensable (deux ports USB 2.0, un port HDMI, un port Ethernet) et des antennes pour amplifier le signal Wi-Fi. Le boîtier est clé en main, il suffit d'insérer une carte SIM pour accéder à la 4G. Cela reste de la bidouille et on préférerait que Tesla prenne directement en charge CarPlay, mais ce boîtier rend l'opération plus simple. Il est actuellement proposé au prix de lancement de 259 € (289 € avec l'adaptateur Car-Play).

MCLAREN

Pas de Supercar électrique avant... ?

Michael Leiters, le PDG de McLaren, veut attendre que la technologie des batteries permette de faire des véhicules électriques aussi légers que les thermiques. Il n'y aura donc pas de McLaren 100% électrique avant... ?



Vous vouliez une McLaren électrique ? Ce n'est pas pour tout de suite. Vous pouvez déjà acheter une supercar électrique si vous avez 2 millions de dollars à dépenser. Il faut aller chez Rimac. Mais McLaren ne se lancera pas sur le segment des véhicules électriques de sitôt. C'est en tout cas ce qu'a déclaré le PDG de la société, Michael Leiters. Et ce n'est pas seulement parce que McLaren ne suit jamais les tendances comme pour les SUV. L'ancien salarié de Ferrari et Porsche affirme que la technologie de la batterie nécessaire à la fabrication d'une supercar électrique ne sera pas prête avant 2030. « Le poids est super important, vous avez également besoin de la bonne gamme », a déclaré Leiters à un confrère de Bloomberg Television, au mo-

ment de l'ouverture de l'énorme showroom de la marque à Dubaï. « Je ne m'attends pas à ce que cette technologie soit prête pour de vraies supercars avant la fin de la décennie », ajoute-t-il.

Une McLaren électrique après
la Ferrari ?

Le PDG de la firme de Woking n'a pas directement dit que la Nevera de Rimac n'était pas son objectif. Mais il a clairement indiqué à Bloomberg qu'il n'était pas intéressé par la fabrication d'une voiture similaire. Pour lui, l'utilisation de la technologie actuelle de batteries l'obligerait à créer une voiture lourde. Et comme le poids est l'ennemi de la performance, cela ne va pas. Les conducteurs et propriétaires ne seraient pas aussi connectés avec une telle auto qu'avec les actuelles super-

cars de McLaren.

« Nous ne voulons pas faire une voiture électrique qui pèse deux tonnes et qui a 2.000 chevaux pour compenser », a déclaré Leiters. McLaren va donc attendre la technologie qui permettra d'afficher un poids total d'environ 1 500 kg. Cela correspond à peu près au poids des supercars actuelles. A l'inverse, une Rimac Nevera pèse 2 300 kg. Cela explique pourquoi elle ne pouvait pas passer sous la barre des 7 minutes au Nürburgring.

Bonne ou mauvaise idée ?

La décision de McLaren d'attendre avant de se lancer sur le ring des supercars électriques la place à l'opposé de Lotus. L'autre entreprise britannique, qui a passé la majeure partie de ses 75 années d'existence à construire des voitures les plus légères pos-

sibles se lance dès maintenant dans l'aventure électrifiée. Même avec un poids relativement faible de 1.678 kg, l'Evija est toujours près de 340 kg plus lourde qu'une McLaren 765 LT. C'est justement ce que veut éviter McLaren. Pour les passionnés de la firme de Woking, il ne reste plus qu'à espérer que ce retard volontaire ne lui soit pas fatal. Rappelons que la société n'est pas passé loin de la mort il y a quelques années. D'autant que les difficultés ont continué avec le lancement difficile de la McLaren Artura, premier modèle hybride rechargeable de la marque.

DS automobile confirme 3 modèles 100 % électriques
pour 2024

En passe de devenir une marque 100 % électrique, DS Automobile ne présentera plus aucun modèle thermique à l'avenir.

DS Automobiles est en train de devenir une marque exclusivement électrique et tous les modèles introduits à partir de 2024 seront « exclusivement 100 % électriques ». Le constructeur garde encore de nombreux détails pour lui, mais quelques modèles sont déjà annoncés.

Ds4 électrique, entre autres

Sans surprise, la cousine premium des Peugeot e-308 et Opel Astra Electric, la DS 4, est en approche et arrivera dès l'année prochaine. Elle en reprendra la plateforme EMP2, non dédié exclusivement à l'électrique, ainsi que le nouveau moteur électrique de 156 ch de Stellantis et la batterie de 54 kWh. La compacte sera ensuite suivie par un tout nouveau modèle, basé, pour sa part, sur la toute nouvelle plateforme

STLA M/Medium.

DS a déclaré que le prochain véhicule bénéficiera d'une technologie et d'un raffinement extraordinaires ainsi que des caractéristiques techniques parfaitement adaptées aux souhaits des clients.

Le modèle, encore en cours de conception, sera proposé avec une batterie de 98 kWh et autorisera une autonomie WLTP de plus de 700 km. Il devrait être fabriqué dans l'usine de Melfi en Italie, où il sera éventuellement rejoint par une deuxième DS électrique plus tard.

Un tout nouveau modèle

Tandis que le second modèle sera un SUV qui viendra remplacer la DS7, sans doute en conservant le nom, le premier modèle sera différent. Il s'agira d'un modèle fastback, un peu à l'image d'une Peugeot 408 et qui pourrait reprendre le nom de DS9. Ce se-

rait donc la fin des berlines traditionnelles chez DS Automobile.

Nous en saurons plus dans les mois à venir, mais Stellantis a détaillé la plate-forme STLA Medium plus tôt cette année. Nous savons qu'elle sera utilisée pour les voitures électriques des segments C et D, berline, fastback ou SUV. La plate-forme se veut très flexible et peut supporter des modèles de 4,30 à 4,90 mètres de long ayant des empattements de 2,70 à 2,90 mètres.

Les véhicules basés sur la plate-forme délivreront des puissances allant de 218 à 387 ch qui seront délivrés soit sur les roues avant soit sur les 4 roues.

Enfin, 2 niveaux de capacité de batterie seront proposés, « Standard » et « Performance ». Ces dernières, de 98 kWh donc, proposeront, dans le meilleur des cas, une autonomie dépassant les 700 km.

AVEC L'USB-C

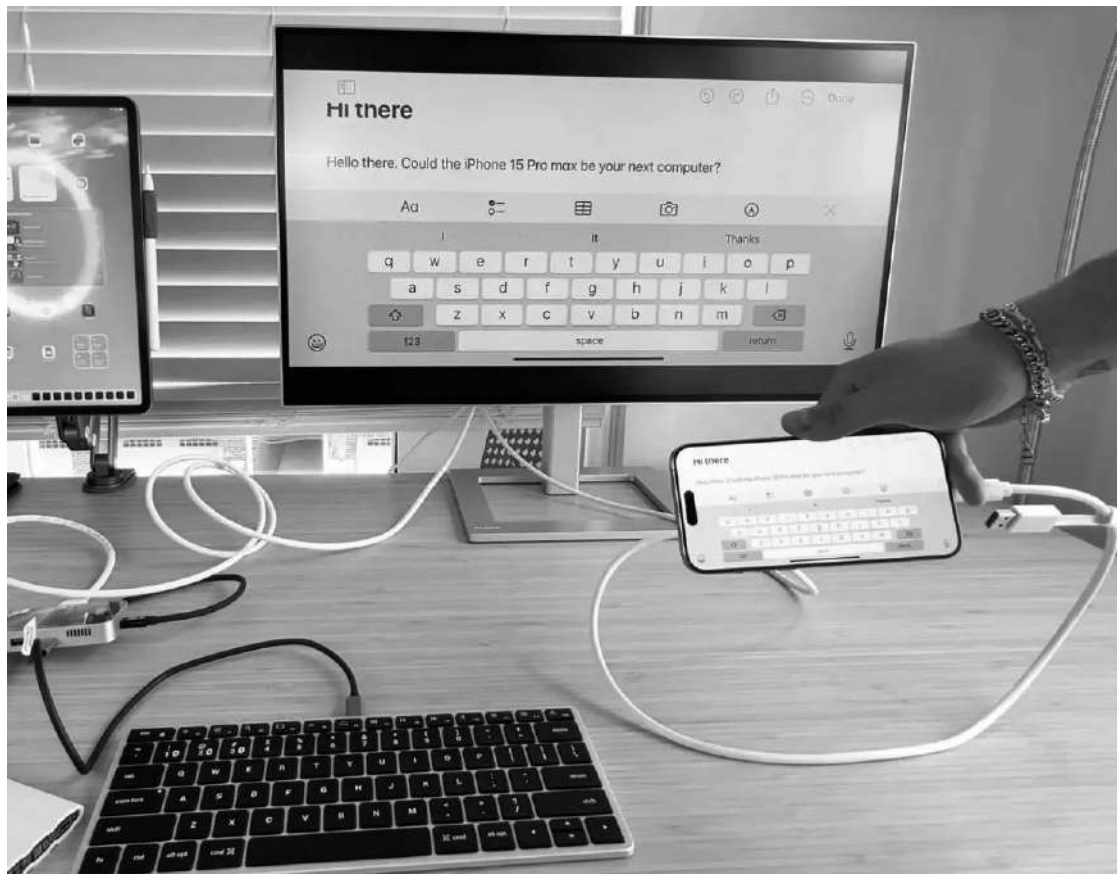
L'iPhone pourrait devenir un vrai petit ordinateur de bureau

Et dire qu'Apple rechignait à abandonner le Lightning au profit de l'USB-C dans l'iPhone ! La présence de ce port sur la nouvelle gamme a beaucoup de bénéfices qui profitent directement à l'utilisateur — et les plus aventureux pourront même tenter des choses vraiment inédites.

Un port USB-C dans un smartphone, ça n'a rien de très original. En fait, cela fait des années que les smartphones Android intègrent un tel connecteur. Mais Apple s'est accrochée plus que de raison à son port connecteur Lightning, et il a fallu la pression de l'Union européenne pour que finalement, le constructeur se mette au diapason du reste de l'industrie.

Samsung DeX dans le viseur

Pour les utilisateurs d'iPhone 15, la présence d'un port USB-C est assurément un bonus appréciable (si on sait quoi faire de ses vieux câbles Lightning !). Évidemment, le transfert de données est plus rapide sur un iPhone 15 Pro du moins, il est aussi plus facile de recharger des AirPods ou un smartphone Android, et la sortie vidéo est autrement plus robuste que le Lightning. Et les développeurs sont au rendez-vous pour tirer le meilleur profit de l'USB-C ! Joonwoo Kim met la dernière touche à InfiniteX2P qui transforme l'iPhone en ordinateur de bureau, ou pas loin. Après avoir connecté un clavier et une souris en Bluetooth avec le téléphone, puis branché un moniteur en USB, l'application se transforme en système d'exploitation miniature. L'utilisateur a accès aux apps bureautiques de Google, à un navigateur web, une calculatrice, un explorateur de fichiers, des ré-



glages... Les fenêtres des apps peuvent se superposer, et à l'image de Windows ou d'iPadOS des options de positionnement automatique des fenêtres sont disponibles. Techniquement parlant, l'écran externe reproduit l'écran de l'iPhone, qu'il devrait être possible de projeter avec AirPlay mais

gare à la latence. L'USB-C facilite bien les choses comme on le voit dans la vidéo de 9to5Mac ci-dessus. Tout cela n'est pas sans évoquer le mode DeX de Samsung, qu'Apple serait probablement bien inspirée de s'inspirer : cela permettrait à l'iPhone de faire office de véritable ordina-

teur de poche et de bureau ! InfiniteX2P devra encore réussir l'examen de passage de l'App Store pour être distribué dans la boutique d'Apple ; si cela devait arriver, il faudra s'abonner (0,99 \$ par mois, 10 \$ par an, une licence perpétuelle sera aussi proposée à 15 \$) pour utiliser toutes les fonctions de l'application.

IPHONE 15

La mise à jour iOS 17.0.3 détraque le Wi-Fi de certains smartphones

Les iPhone 15 sont victimes d'un nouveau bug. D'après une foule de témoignages, la mise à jour vers iOS 17.0.3, qu'Apple a déployé pour stopper la surchauffe des 15 Pro, provoque des dysfonctionnements avec le réseau Wi-Fi. La semaine dernière, Apple a déployé la mise à jour iOS 17.0.3 sur tous les iPhone compatibles. Le firmware visait surtout à calmer la fièvre des iPhone 15 Pro et iPhone 15 Pro Max. Depuis leur sortie, les deux smartphones ont en effet étonné par la chaleur inhabituelle qu'ils dégagent. Dans la foulée, le géant de Cupertino en profitait pour corriger plusieurs failles de sécurité dites zero day repérées dans son système d'exploitation. Le Wi-Fi des iPhone 15 devient très lent. Malheureusement, cette mise à jour provoque des dysfonctionnements sur certains iPhone.

D'après les témoignages apparus en ligne, des problèmes de réseau Wi-Fi ont été recensés par les utilisateurs d'un iPhone 15. Selon les usagers touchés, interrogés par nos confrères de 9to5Mac, l'iPhone n'arrive parfois pas à charger un contenu en ligne. Dans d'autres cas, la connexion semble tout à coup devenir excessivement lente, uniquement lorsque l'iPhone est connecté au Wi-Fi. Le phénomène apparaît sur une large sélection d'applications, allant de Threads à TikTok en passant par Safari, X ou Reddit. Le dysfonctionnement ne dure généralement que quelques minutes. « Il se connecte au wifi de ma maison, puis se déconnecte périodiquement toutes les ~45 secondes seulement pour se reconnecter cinq minutes plus tard. Aucun problème avec le wifi sur tout autre appareil de

ma maison. Et ce qui est drôle, c'est que l'iPhone continue de dire qu'il est connecté jusqu'à ce que vous alliez dans les paramètres », explique un internaute sur le forum d'assistance d'Apple. En fait, la défaillance paraît essentiellement affecter les modèles récents, comme les iPhone 15 ou les iPhone 14. Nous avons d'ailleurs identifié des soucis de stabilité avec le Wi-Fi sur notre iPhone 14 Pro Max. Tout au long du week-end, nous avons régulièrement été obligés de désactiver le Wi-Fi pour revenir sur la 4G. Il faut ensuite se reconnecter manuellement au réseau. « Je suis connecté, mais de temps en temps, mon iPhone ne reçoit plus de données, alors je le mets en mode avion et je le réactive et il fonctionne à nouveau », témoigne un internaute sur Reddit. Aux dires de certains internautes, le bug disparaît de lui-

même si vous modifiez la largeur du canal de votre réseau Wi-Fi domestique. Ils recommandent de régler la largeur sur 20 MHz, 40 MHz ou 80 MHz. Pour ça, il faut se connecter à votre point d'accès. Notez que la largeur du canal est probablement définie automatiquement sur une de ces valeurs. Si vous êtes sur un réseau 5GHz, il est cependant possible que la largeur du canal soit réglée sur 160 MHz. En dépit de ce bug, on vous conseille d'installer la mise à jour sur votre iPhone sans tarder. Comme on vous le disait en début d'article, iOS 17.0.3 corrige en effet deux vulnérabilités, exploitées par des pirates, dans le code d'iOS. Il n'est donc pas prudent de reporter l'installation de la mise à jour à cause d'un bug sans gravité.

Voici les 5 smartphones les plus vendus en France en juillet 2023

Le cabinet d'étude du marché technologique Counterpoint vient de publier des chiffres très intéressants sur les meilleures ventes de smartphones en France en juillet 2023 et dans sept autres pays.

Si vous avez acheté un smartphone cet été, il y a de fortes chances que vous ayez opté pour un iPhone ou un Samsung. En effet, ces deux marques dominent le marché français des smartphones haut de gamme, selon les données du cabinet Counterpoint.

Les Français adorent Apple et Samsung

Sans plus de suspens, voici les cinq smartphones les plus vendus en France au mois de juillet 2023, d'après le cabinet d'étude Counterpoint :

iPhone 14 (16 %)
Samsung Galaxy S23 (9 %)
iPhone 14 Pro (8 %)
iPhone 14 Pro Max (5 %)
Samsung Galaxy S23 Plus (5 %)

Le premier enseignement que l'on peut tirer de ce classement est que les Français font confiance aux leaders mondiaux des smartphones. Le deuxième est que nos compatriotes aiment les smartphones haut de gamme. En effet, on parle ici de smartphones à 800 euros minimum et bien plus pour certains modèles comme l'iPhone 14 Pro Max.

En allant faire un tour chez nos voisins allemands, les résultats sont similaires, avec quelques petits changements de modèles. Dans l'ordre : iPhone 14 Pro (10 %), iPhone 14, Galaxy S23, iPhone 14 Pro Max, Galaxy S23 Ultra (5 %).

Aux États-Unis, c'est évidemment la marque américaine qui domine les ventes avec quatre iPhone dans le top 4 et un Samsung d'entrée de gamme à la cinquième place : iPhone 14 (19 %), iPhone 14 Pro Max (12 %), iPhone 14 Pro (6 %), iPhone 13 (6 %), Galaxy A14 5G (5 %). En Corée du Sud, c'est logiquement l'inverse avec quatre smartphones coréens en tête et un iPhone à la cinquième place : Samsung Galaxy S23 (9 %), Galaxy A34 (8 %), Galaxy S23 Ultra (8 %), Galaxy A24 (8 %) et iPhone 14 (6 %). Non, il n'y a pas que Samsung et Apple. Pour voir émerger d'autres marques que les leaders du secteur, il faut aller en Chine et en Inde où l'on retrouve d'autres marques comme Oppo, Vivo, realme ou encore OnePlus. On note qu'aucun smartphone Samsung n'est dans le top 5 des mobiles en Chine. En Inde, c'est Apple qui n'a pas réussi à se faire une place parmi les cinq mobiles les plus vendus dans le pays.

Mots fléchés

Réclama-tions	↓	Volaille de Noël	↓	Cagnotte	↓	Client du médecin	↓	Commune du sud-est	↓	Cycle	↓	Piquant	↓
Contrôle		Courroie		Épée		Serrure		Titane en bref		Panthers des neiges			
	→		↓		↓				↓			Effet gênant	
Adoration	→										Mesure chinoise	→	
Jour du poisson											Conspuer		
	→							État d'Afrique	→				
À élever	→			Héros de Virginie	→			Bulbes		27 en France	→		
Remplace le vinyle				Nerveux						Conifère			
	→		Mamie	Finlan-daises	→				↓				Passages
				Pâturage									
Catégo-rique	→									Désert de cailloux	→		
Blessants										Sculpture			
	→						Fatigué		Train moderne		Sans effets	→	
											Bagatelle		
Repère du marin	→				La mienne	Greffer	→					Serpent de verre	
Retire													
	→			Embrou-illes	→								
Fin de verbe	→			Article de boucherie	→		Convoiter	→					Faisaient voir rouge
Drap funéraire				Glori-fiante			Limitée sur les routes						
	→					Tire-fond	→			Émulation (à l'...)	→		
						Pas mûre				Nuisible			
Soumise		Passe		Jus fermenté	→			Normes	→		Symbole de l'erbium	→	
				Entre deux nuits							Ville de Hongrie		
	→									Période chaude	→		
										Continent			
Attaques		Adulée	→					Plaisan-terie	→			Comtesse conteuse	
		Arrose Sarrebruck						Coiffe basque					
	→						Socles	→					Source de plaisir
Corps célestes	→						Allongés	→					
							Solution						
Filtre le sang	→				Exclamé	→					Mère des titans	→	
Le chrome													
	→		Lombric	→		Sou bulgare	→			Unité d'éclair-ement	→		
Estoc	→				Mettre à la poubelle	→					Patrie des métaux	→	

PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 87 dollars à Londres

Les cours du pétrole rebondissaient lundi matin où le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 3,29% à 87,36 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en novembre était en hausse de 3,42% à 85,62 dollars. Les deux références mondiales de l'or noir ont même brièvement grimpé de plus de 5%, le Brent atteignant 89 dollars le baril. Cet élan d'achat a été motivé "par les investisseurs qui ont ajouté une prime de risque géopolitique dans le prix et une nouvelle demande après la forte correction de la semaine dernière", expliquent des analystes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 10 octobre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



Le prix Nobel d'économie attribué à l'Américaine Claudia Goldin

Annoncé ce lundi, ce dernier prix vient clôturer la saison 2023. L'enseignante à l'université d'Harvard a été récompensée pour ses travaux sur la place des femmes dans le marché du travail. Le prix Nobel d'économie a été attribué au professeur américain Claudia Goldin, de la prestigieuse université d'Harvard, aux États-Unis, pour ses travaux sur les femmes dans le marché du travail, a annoncé ce lundi midi Hans Ellegren, le secrétaire général de l'Académie des sciences de Suède. L'année dernière, le prix Nobel avait été accordé à trois Américains : Ben Bernanke, Douglas Diamond et Philip Dybvig. Les lauréats - un ancien président de la Fed et deux économistes - étaient récompensés pour leurs travaux portant sur le rôle des établissements bancaires lors des crises. Ceux-ci ont «significativement amélioré notre compréhension du rôle des banques dans notre économie, particulièrement durant les crises financières, ainsi que la façon de réguler les marchés financiers», saluait le comité. Plus tôt, en 2021, le prix avait consacré les travaux de trois économistes, David Card, Joshua D. Angrist et Guido W. Imbens. Leurs travaux avaient «apporté de nouvelles idées sur le marché du travail et montré quelles conclusions peuvent être tirées d'expériences naturelles en termes de causes et de conséquences», soulignait le jury. Ce dernier prix vient clôturer la saison 2023 des Nobel. La semaine dernière, le prix Nobel de la paix a été accordé à la militante iranienne Narges Mohammadi, saluant ainsi «son combat contre l'oppression des femmes en Iran et pour la promotion des droits humains et de la liberté pour tous». Quelques heures plus tôt, le prix de littérature avait, quant à lui, été accordé au norvégien Jon Fosse.

ACTIVITÉ AUDIOVISUELLE

Laagab présente le projet de loi à l'APN

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a exposé, lundi devant la Commission de la culture, de la communication et du tourisme de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi relatif à l'activité audiovisuelle. Lors d'une séance d'audition par les membres de la Commission, M. Laagab a rappelé les modifications introduites dans les articles 30 et 19 de ce projet de loi, appelant les députés à amender certains articles dans ce même projet de loi, ainsi que dans le projet de loi relatif à la presse écrite et électronique. Le maintien de l'article 30 qui stipule que l'actionnaire ne peut bénéficier de plus de 40% du capital social « mènera inéluctablement à la fermeture de toutes les



chaînes télévisées privées appartenant à des personnes ou à des familles détenant un capital unique », a-t-il précisé.

Pour le ministre de la Communication, l'article 19 de la même loi avait abrogé « certaines prérogatives de l'Etat ». Dans ce contexte, M.

Laagab a insisté sur l'impératif d'examiner, dans les plus brefs délais, les deux projets de lois relatifs à l'activité audiovisuelle et à la presse écrite et électronique, en séances plénières de l'APN, soulignant que la loi organique sur l'information « demeure gelée et inappli-

cable sans la publication de ces deux lois ».

La publication de ces deux lois « permettra la promulgation de textes d'application et réglementaires, l'installation d'instances chargées de l'organisation du secteur de l'information et la promotion du contenu et de la matière médiatiques », a-t-il soutenu.

A cet effet, M. Laagab a évoqué d'autres articles qui doivent être amendés notamment ceux relatifs à la gestion et à l'organisation de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel » (ARAV), appelant les membres de la commission à soumettre des propositions à cet effet. A cette occasion, le ministre a souligné l'importance d'améliorer les lois relatives à l'information qui sont, a-t-il dit, « l'avenir du secteur ».

UNE PERSONNE MEURT DE FAIM CHAQUE SECONDE OU PRESQUE

Le chef de l'ONU s'indigne

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a déclaré qu'une personne meurt de faim

chaque seconde ou presque, dans le monde. Dans un message à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, qui sera célébrée le lundi prochain, 16 octobre, M. Guterres indique que « quelque 780 millions de personnes de par le monde ne mangent pas à leur faim, et près de 50 millions d'enfants souffrant d'amaigrissement sévère risquent de mourir. Pourtant, les fonds récoltés dans le cadre de l'appel humanitaire mondial lancé cette année n'atteignent que 32% de l'objectif fixé ». « Dans notre monde d'abondance, il est scandaleux qu'une personne meure de faim chaque seconde ou presque, tandis que le Programme alimentaire

mondial est contraint de réduire l'ampleur de ses programmes d'aide essentiels », s'indigne le SG de l'ONU.

Pour lui, « des mesures s'imposent face à cette crise, en premier lieu de la part des gouvernements nationaux, qui ont la responsabilité de veiller à ce que leur population mange à sa faim. Toutefois, nombre de gouvernements n'ayant pas les moyens de s'acquitter de cette responsabilité, une véritable solidarité internationale est également essentielle ».

Cette année, le thème de la Journée mondiale de l'alimentation est axé sur l'eau, élément indispensable à la production d'aliments sains et nutritifs.

MÉDAILLÉE D'ARGENT AUX MONDIAUX DE GYMNASTIQUE

Le Président Tebboune félicite Kaylia Nemour

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a adressé ses félicitations à la gymnaste algérienne, Kaylia Nemour, sacrée vice-championne du monde des barres asymétriques, samedi, aux mondiaux de gymnastique d'Anvers (Belgique). « Hommage et reconnaissance à la star, Kayla Nemour, pour avoir décroché la deuxième place aux Championnats du monde de gymnastique. Je vous souhaite plus de succès et de distinction. Félicitations à vous et à l'Algérie » a écrit le Président Tebboune sur son compte « X ».

SÉTIF

Saisie de plus de 1.800 unités de psychotropes et arrestations de 7 personnes

Les éléments de la brigade de lutte contre le commerce illégal de drogues de la Sûreté de la wilaya de Sétif ont saisi 1.819 unités de psychotropes et arrêté sept personnes, apprend-on lundi de la même sûreté. Cette opération de lutte contre le trafic de stupéfiants a permis d'arrêter sept personnes âgées entre 20 et 33 ans, et de saisir 1.819 unités de psychotropes et

un montant de 143.800 DA de revenus de ce trafic, a précisé le responsable de la cellule de communication de cette sûreté, le commissaire de police Mohamed Ferahta. Exploitant des informations sur les activités d'un groupe de dealers agissant dans deux quartiers populaires de la ville de Sétif, les éléments de la brigade ont réussi, dans une première étape, à

arrêter six personnes, dont deux femmes en possession de 1.340 unités psychotropes et un montant de 33.000 DA, selon la même source qui a souligné que les mis en cause ont tenté de brûler une partie des psychotropes mais la célérité des policiers a permis de l'éviter. La seconde étape de l'opération a conduit à l'arrestation d'une autre personne âgée de 24 ans en possession de

479 unités et comprimés psychotropes, et un montant de 110.800 DA provenant de ce trafic, selon encore la même source.

Au terme des procédures d'enquête, les mis en cause ont été présentés devant le parquet compétent pour « possession de drogues et psychotropes d'une manière illégale en vue de les vendre », est-il indiqué.